

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD

Séance du30.05.2011Zitting van**PRESENTS / AANWEZIGEN:**

M./Dhr. Vincent DE WOLF, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter, M./Dhr. Bernard de MARCKEN de MERKEN, M./Dhr. Frank VAN BOCKSTAL, M./Dhr. Jean-Luc ROBERT, M./Dhr. Patrick LENAERS, M./Dhr. Rachid MADRANE, Echevins/ Schepenen; M./Dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH, M./Dhr. André du BUS de WARNAFFE, M./Dhr. Laurent VLEMINCKX, Mme/Mevr. Françoise CARTON de WIART, Mme/Mevr. Gisèle MANDAILA, M./Dhr. Jean LAURENT, M./Dhr. Rik JELLEMA, M./Dhr. Ahmed M'RABET, Mme/Mevr. Marie-Pascale MINET, M./Dhr. Christophe GASIA, Mme/Mevr. Christina KARKAN, M./Dhr. Rik BAETEN, M./Dhr. Patrick CUISINIER, Mme/Mevr. Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, Mme/Mevr. Chantal HOORNAERT, Mme/Mevr. Catherine PRICK, Mme/Mevr. Colette NJOMGANG, Conseillers communaux/ Gemeenteraads- leden; M./Dhr. Christian DEBATY, Secrétaire Communal/Gemeentesecretaris.

Absents et excusés / afwezig en verontschuldigd : M./Dhr. Didier van EYLL, Mme/Mevr. Françoise BERTIEAUX, Mme/Mevr. Marie-Rose GEUTEN, Mme/Mevr. Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, Mme/Mevr. Kathy MOTTET, M./Dhr. Nouridine TAYBI, Mme/Mevr. Sandrine ES, M./Dhr. Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Mme/Mevr. Claire ALLARD, M./Dhr. Jean-Claude BILQUIN, Mme/Mevr. Viviane SCHOLLIERS, Mme/Mevr. Valérie PIQUET.

La séance est ouverte à 20h15.

De zitting wordt om 20u15 geopend.

Monsieur Frank VAN BOCKSTAL vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.

De heer Frank VAN BOCKSTAL wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

(2) Conseil communal - Remplacement d'un membre (Claire Allard) - Vérification des pouvoirs - Prestation de serment - Installation d'un suppléant,

Gemeenteraad - Vervanging van een lid (Claire Allard) - Onderzoek van de geloofsbrieven - Eedaflegging - Installatie van de opvolger,

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

(3) Conseil communal - Délégations et mandats - Logement et Harmonie sociale
Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Logement et Harmonie sociale

Par 18 oui et 5 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met 18 ja-stemmen en 5 onthoudingen, neemt de gemmenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la délibération du conseil communal du 26.02.2007 désignant Monsieur André DELIER en qualité de membre de l'Asbl « Logement et Harmonie sociale »;

Vu la démission de Madame Jacqueline BERGER de son mandat de conseiller communal;

Considérant qu'à la suite de cette démission, le groupe PS souhaite revoir la répartition de ses mandats au sein de certaines associations; qu'il souhaite procéder au remplacement de Monsieur André DELIER au sein de l'Asbl « Logement et Harmonie sociale »;

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale;

DESIGNE

Madame Tayebah EHSANI en qualité de membre de l'Asbl « Logement et Harmonie sociale ».

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26.02.2007 tot aanstelling van de heer André DELIER als lid van de vzw « Logement et Harmonie Sociale »;

Gelet op het ontslag van Mevrouw Jacqueline BERGER uit haar mandaat van gemeenteraadslid;

Overwegende dat de PS-fractie naar aanleiding van dit ontslag haar mandaten in bepaalde verenigingen wil herverdelen; dat ze de heer André DELIER in de vzw « Logement et Harmonie Sociale » wil vervangen;

Gelet op artikel 120 van de nieuwe gemeentewet;

BENOEMT

Mevrouw Tayebah EHSANI tot lid van de vzw « Logement et Harmonie Sociale ».

**(4) Conseil communal - Délégations et mandats - Commissions du Conseil communal
Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Commissies van de Gemeenteraad**

Remis - Uitgesteld

**(5) Conseil communal - Délégations et mandats - Commissions administratives
Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Administratieve commissies,**

Remis - Uitgesteld

**(6) Conseil communal - Délégation et mandats - Dexia,
Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Dexia,**

*Par 20 oui et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met 20 ja-stemmen en 3 onthoudingen, neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Vu la délibération du 26.02.2007 désignant Madame Claire ALLARD en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales du groupe Dexia;

Vu la démission de Madame Claire ALLARD de son mandat de conseiller communal;

Considérant dès lors qu'il convient de la remplacer dans son mandat auprès de Dexia;

Vu l'article 120 de la Nouvelle Loi communale;

DESIGNE

Madame Marie-Rose GEUTEN en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales du groupe Dexia.

Gelet op de beraadslaging van 26.02.2007 tot aanstelling van mevrouw Claire ALLARD als afgevaardigde van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van de groep Dexia;

Gelet op het ontslag van mevrouw Claire ALLARD uit haar mandaat van gemeenteraadslid;

Overwegende dat zij daarom vervangen moet worden in haar mandaat bij Dexia;

Gelet op artikel 120 van de nieuwe gemeentewet;

BENOEMT

Mevrouw Marie-Rose GEUTEN tot afgevaardigde van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van de groep Dexia;

**(7) Conseil communal - Délégations et mandats - Régie communale autonome,
Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Autonoom gemeentebedrijf van Etterbeek,**

Remis - Uitgesteld

Madame Viviane SCHOLLIERS entre en séance.
Mevrouw Viviane SCHOLLIERS komt de zitting binnen.

**(8) Acquisition d'un bâtiment sis, 41 à 65, rue des champs, pour l'aménager en crèche qui pourrait accueillir 160 enfants de 0 à 3 ans - Introduction du dossier complet de demande d'accord de principe d'octroi de subsides auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Aankoop van een gebouw, gelegen, Veldstraat, 41 tot 65, voor de inrichting van een kinderdagverblijf voor de opvang van 160 kinderen van 0 tot 3 jaar - Introductie bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van het volledig dossier, aanvraag van het principeakkord voor de toekenning van de subsidies,**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant l'arrêté du Gouvernement du 1^{er} avril 2010 accordant des subventions aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour des projets d'infrastructures consacrés aux crèches – budget 2010;

Considérant que la Commune d'Etterbeek a introduit, comme précisé dans la délibération du 22 octobre 2010, dans le cadre du 2^{ème} appel à projet deux demandes de subventions auprès des autorités compétentes :

1. Une subvention de 500.000 euros destinée à couvrir une partie de l'investissement financier nécessaire pour l'acquisition du bâtiment rue des champs qui pourrait accueillir à terme 160 enfants de 0 à 3 ans (augmentation de la capacité d'accueil de 80 places).
2. Une subvention de 500.000 euros destinée à couvrir une partie des frais supportés par le V.Z.W. Sint-Goedele en partenariat avec le V.Z.W. Centrum voor Kinderopvang pour la construction d'un bâtiment attenant à la « Lutgardisschool » sachant que celui-ci pourrait accueillir 22 enfants de 0 à 3ans ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles- Capitale a approuvé la sélection du projet visant à l'acquisition du bâtiment rue des champs pour y aménager une crèche ; que le second projet n'a pas été retenu ;

Vu que conformément à l'article 8 de l'arrêté susmentionné le dossier complet de demande d'accord de principe d'octroi des subsides tel que prévu à l'article 6 doit être introduit pour le 15 juin 2011 ;

Considérant que conformément aux délibérations du 29.11.2010 et du 28.02.2011, le Conseil communal a décidé d'acquérir, par voie d'expropriation, le bâtiment situé rue des Champs ,41 à 61, 2^{ème} division, section B 64 R, qui appartient à la Régie des bâtiments ;

Considérant que le comité d'acquisition d'immeubles de Bruxelles 1 a estimé la valeur vénale du bien à la somme de neuf millions six cent mille euros ;

Considérant que l'avis de l'ONE a été sollicité ; qu'une visite des lieux a été réalisée en date du 26 avril 2011 ;

Considérant qu'une demande d'avis a été introduite auprès de l'AATL/Direction Urbanisme en date du 21 février 2011 au sujet de l'affectation du bâtiment susmentionné en crèche ;

Considérant qu'en introduisant un dossier complet de demande de subsides, la Commune s'engage formellement :

- à augmenter le nombre de places en crèches ;
- à ne pas modifier, dans les 20 années de l'OS, l'affectation du bâtiment acquis ;
- à assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié ;
- à ne pas solliciter de subsides pour la même tranche du projet ;
- à appliquer les réglementations communautaires relatives aux participations financières des parents ;

Considérant que si l'avis de l'ONE et de l'AATL ne parviennent pas avant le 15 juin, les demandes ayant pourtant été introduites dans un délai raisonnable et suffisant, il convient de solliciter auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles –Capital une prorogation du délai d'introduction des deux documents précités;

DECIDE

d'introduire, auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, un dossier complet de demande d'accord de principe d'octroi de subsides destinés à couvrir une partie des dépenses liées à l'acquisition d'un bâtiment sis 41 à 65 rue des Champs en vue d'y aménager une crèche pouvant accueillir 160 enfants de 0 à 3 ans;

de solliciter auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles –Capital une prorogation du délai d'introduction des avis de l'ONE et de l'AATL, dans l'hypothèse où ceux-ci ne parviendraient pas à la Commune avant le 15 juin.

De gemeenteraad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van toelagen aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de projecten van gemeentelijke infrastructuur bestemd voor crèches - begroting 2010 ;

Overwegende dat de gemeente Etterbeek, zoals vermeld in de beraadslaging van 22 oktober 2010, in het kader van de tweede projectoproep twee subsidieaanvragen ingediend heeft bij de bevoegde overheid:

1. Een subsidie van 500.000 euro om een deel te dekken van de financiering die noodzakelijk is voor de aankoop van het gebouw in de Veldstraat, dat op termijn 160 kinderen van 0 tot 3 jaar moet opvangen (verhoging van de opvangcapaciteit met 80 plaatsen).

2. Een subsidie van 500.000 euro om een deel van de kosten te dekken die gedragen worden door de vzw Sint-Goedele samen met de vzw Centrum voor Kinderopvang voor de bouw van een bijgebouw van de Lutgardisschool, waar 22 kinderen van 0 tot 3 jaar opgevangen kunnen worden ;

Overwegende dat de regering van het Brussels Gewest het project voor de aankoop van een gebouw in de Veldstraat met het oog op de inrichting van een crèche goedgekeurd heeft; dat het tweede project niet geselecteerd werd ;

Overwegende dat volgens artikel 8 van het bovenvermelde besluit het volledige dossier voor de aanvraag van een principeakkoord over de toekenning van subsidies zoals bepaald in artikel 6 ingediend moet worden voor 15 juni 2011 ;

Overwegende dat de gemeenteraad in overeenstemming met de beraadslagingen van 29.11.2010 en 28.02.2011, besloten heeft om het gebouw in de Veldstraat 41 tot 61, 2de afdeling, sectie B 64 R, dat toebehoort aan de Regie der Gebouwen, via onteigening te verwerven ;

Overwegende dat het comité tot aankoop van onroerende goederen van Brussel de verkoopwaarde van het goed geschat heeft op negen miljoen zeshonderdduizend euro ;

Overwegende dat het ONE om advies gevraagd werd; dat men het gebouw bezocht heeft op 26 april 2011 ;

Overwegende dat er op 21 februari 2011 bij het BROH/Directie Stedenbouw een aanvraag tot advies betreffende de bestemmingswijziging van het gebouw tot crèche ingediend werd ;

Overwegende dat de gemeente zich er, door een volledige subsidieaanvraag in te dienen formeel toe verbindt om:

- het aantal crècheplaatsen te verhogen ;
- de bestemming van het verworven gebouw niet te wijzigen in de 20 jaar volgend op de toekenning van de subsidie ;
- het gesubsidieerde goed te onderhouden en te beheren ;
- geen subsidies te vragen voor dezelfde schijf van het project ;
- de gemeenschapsreglementering met betrekking tot de financiële bijdragen van de ouders toe te passen ;

Overwegende dat, indien de ONE en het BROH geen advies uitbrengen voor 15 juni, terwijl de aanvragen hiervoor nochtans binnen een redelijke en voldoende termijn ingediend werden, de gemeente de Brusselse Gewestregering zal moeten vragen om de termijn voor de indieningsaanvraag van deze documenten te verlengen ;

BESLIST

om een volledig dossier in te dienen voor de aanvraag van een principeakkoord over de toekenning van subsidies, die bedoeld zijn om een deel van de uitgaven te dekken voor de aankoop van een gebouw in de Veldstraat 41 tot 65. Dit met de bedoeling om er een crèche in te richten die 160 kinderen van 0 tot 3 jaar kan opvangen.

om een verlenging aan te vragen van de indieningstermijn voor de adviezen van het ONE en het BROH, in het geval de gemeente deze niet voor 15 juni zou ontvangen.

(9) Affaires générales - Bâtiment sis rue Baron Lambert 38-40 - Acquisition - Accord de principe. Algemene zaken - Gebouw gelegen Baron Lambertstraat 38-40 - Aankoop - Pincipiële akkoord.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant que le C.P.A.S. de la Ville de Bruxelles nous a signifié son intention de vendre le bâtiment sis rue Baron Lambert 34 à 40 et rue Antoine Gautier, 43, à 1040 Etterbeek ;

Considérant qu'à l'heure actuelle, le bâtiment est occupé par la polyclinique Baron Lambert, par les bureaux de l'association hospitalière d'Iris Sud et par la Fondation Jourdan ;

Considérant que l'association hospitalière d'Iris Sud paie un canon emphytéotique d'un montant de 249.250,00 euros ; que le C.P.A.S. d'Etterbeek paie un loyer de 360.000,00 euros ;

Considérant que l'immeuble a été estimé à 17.000.000 euros ; que le C.P.A.S. de la Ville de Bruxelles est d'accord de réduire ce prix de 2.000.000 euros ;

Considérant que, vu la nature des services qui s'y trouvent, il serait opportun que le bâtiment reste la propriété d'une autorité publique ;

Considérant qu'il s'agit d'une belle opportunité pour la Commune d'Etterbeek d'acquérir un tel bâtiment, dans la mesure où le C.P.A.S. d'Etterbeek en occupe déjà une partie et qu'il lui serait loisible de pouvoir valoriser encore d'avantage les lieux ;

Considérant qu'à défaut pour la Commune d'Etterbeek d'acheter le bâtiment, le C.P.A.S. de la Ville de Bruxelles poursuivra ses démarches auprès de promoteurs immobiliers ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

De marquer un accord de principe sur l'achat du bâtiment sis rue Baron Lambert, 34 à 40 et rue Antoine Gautier, 43, à 1040 Etterbeek.

De gemeenteraad,

Overwegende dat het OCMW van de stad Brussel ons meegedeeld heeft dat het van plan is de gebouwen in de Baron Lambertstraat 34 tot 40 en de Antoine Gautierstraat 43 te verkopen;

Overwegende dat het gebouw momenteel gebruikt wordt door de polykliniek Baron Lambert, door de kantoren van de ziekenhuiskoepel Iris Zuid en door de Stichting Jourdan;

Overwegende dat de ziekenhuiskoepel Iris Zuid een canon van 249.250,00 euro betaalt; dat het OCMW van Etterbeek een huur betaalt van 360.000,00 euro;

Overwegende dat het gebouw geraamd wordt op 17.000.000 euro; dat het OCMW van de stad Brussel ermee instemt om deze prijs te verlagen tot 2.000.000 euro;

Overwegende dat het opportuun zou zijn om het gebouw in handen van een overheid te houden gezien de aard van de diensten die er ondergebracht zijn;

Overwegende dat het een mooie kans is voor de gemeente Etterbeek om een dergelijk gebouw te verwerven aangezien het OCMW van Etterbeek er al een deel van gebruikt en het toegestaan is om dit gebouw nog beter te benutten;

Overwegende dat als de gemeente Etterbeek het gebouw niet koopt, het OCMW van de stad Brussel de gebouwen de verkoopprocedure zal voortzetten in samenwerking met vastgoedmakelaars;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST met eenparigheid van stemmen

principieel akkoord te gaan met de aankoop van de gebouwen in de Baron Lambertstraat 34 tot 40 en de Antoine Gautierstraat 43 in 1040 Etterbeek.

Monsieur Didier van EYLL entre en séance.

De Heer Didier van EYLL komt de zitting binnen.

(10) Statut pécuniaire-Transformation des suppléments de traitement code 2 et code 3 en échelles barémiques code 2 et code 3.

Geldelijk statuut- Omzetting van de weddesupplementen code 2 en code 3 naar weddenscalen code 2 en code 3.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26 mai 1997 modifiant le statut pécuniaire suite à l'application de la Charte sociale et ses modifications ultérieures ;

Revu sa délibération du 22 octobre 2001 adaptant le statut pécuniaire à l'euro et ses annexes ;

Vu la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions et plus particulièrement son article 8 § 2 concernant les suppléments de traitements prévus dans le cadre de l'application de la Charte sociale ;

Vu la loi du 9 juillet 1969, telle que modifiée par celle du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public instaurant un nouveau régime de péréquation par corbeille à partir du 1^{er} janvier 2007 ;

Vu les articles 139 à 163 de la loi portant des dispositions diverses (I) du 29 décembre 2010, organisant la tenue d'une banque des données de carrière électroniques et un dossier électronique de pension pour le personnel du secteur public ;

Considérant que dans le cadre de cette loi, les données relatives à la carrière des membres du personnel des administrations publiques devront être transmises par le biais de la déclaration multifonctionnelle (DmfAPPL) dès le 1^{er} trimestre 2011 ;

Considérant que ces nouvelles mesures représentent une opportunité d'intégrer les suppléments de traitement code 2 et code 3 dans les échelles barémiques et, qui plus est, d'éviter, pour le calcul de leur pension, que les membres du personnel perdent le bénéfice des révisions barémiques sur ces suppléments alors que les cotisations de pension s'appliquent sur les montants cumulés des traitements et des suppléments de traitement ;

Considérant que la péréquation des pensions ne se base plus sur un coefficient individuel, mais bien sur un coefficient collectif par corbeille ; que par conséquent les articles 6 et 7 du statut pécuniaire n'ont plus d'incidence sur le calcul de ce coefficient et a fortiori sur le résultat de la péréquation elle-même ;

Considérant que les adaptations au Statut pécuniaire, proposées dans ce projet d'arrêté, n'enfreignent d'aucune façon les principes de la Charte sociale quant au déroulement de la carrière pécuniaire des membres du personnel ;

Considérant que la présente modification n'a aucun impact sur le budget de la commune étant donné que les montants des traitements octroyés restent inchangés ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives, dont protocole en annexe ;

Vu l'article 145 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

Article 1^{er}

Les articles 5, 6, 7, 9 et 23 ter sont modifiés comme suit :

Ancien texte :

Article 5 : Les agents sont classés aux niveaux A, B, C, D ou E. Chaque niveau comprend des fonctions d'exécution et des fonctions d'encadrement. A chaque grade correspond une échelle de traitement et un régime barémique. Les agents titulaires d'une fonction d'encadrement bénéficient d'échelles de traitement spécifiques (code 4).

Article 6 :

§ 1^{er} : Chaque membre du personnel commence sa carrière pécuniaire dans l'échelle de traitement (code 1) du grade de recrutement correspondant. Cette échelle évolue sur base d'augmentations intercalaires. Ces échelles sont reprises dans l'annexe 1 du présent statut.

§ 2 : Sous réserve d'une évaluation favorable et d'une formation continuée, tout membre du personnel bénéficie après 9 ans d'ancienneté de grade, d'un supplément de traitement repris sous le code 2 des tableaux de l'annexe 1.

§ 3 : Si une formation complémentaire, appelée professionnelle, est suivie, le membre du personnel intéressé bénéficie, au plus tôt après six ans d'ancienneté de grade, de ce même supplément code 2, toujours moyennant une évaluation favorable et une formation continuée.

§4 : Après dix-huit ans d'ancienneté de grade, le membre du personnel bénéficie du supplément de traitement code 3, repris dans les tableaux de l'annexe 1, pour autant qu'il obtienne une évaluation favorable et qu'il ait suivi la formation continuée.

§5 : Un membre du personnel qui a au moins douze ans d'ancienneté de grade bénéficie toutefois du supplément de traitement code 3, s'il a bénéficié durant quatre ans du supplément code 2, s'il a suivi la formation professionnelle et à condition qu'il obtienne une évaluation favorable et qu'il ait suivi la formation continuée.

§6 : Dès qu'un agent répond aux conditions du § 3 ou du § 5 du présent article, en matière de formation professionnelle, il bénéficie des avantages prévus à partir du mois qui suit la réussite de la formation, prouvée par un certificat, une attestation ou tout autre écrit délivré par l'organisme prestataire, pour autant que les autres conditions soient remplies. C'est la dernière évaluation qui est prise en compte pour déterminer la condition d'évaluation.

§7 : En cas de deux évaluations négatives successives, le membre du personnel ne se voit plus accorder le dernier supplément de traitement jusqu'à réexamen de sa situation lors de la prochaine évaluation. Sans préjudice du régime disciplinaire, un agent ne peut jamais descendre en dessous de son échelle de base.

Tout retrait d'un supplément de traitement intervient à la date d'anniversaire de l'entrée en service de l'agent, qui a servi d'échéance à l'évaluation.

Les recours prévus au statut organique ne suspendent pas l'application de la décision.

§8 : Les suppléments de traitement entrent en ligne de compte pour le calcul de la pension de retraite et de survie du titulaire. La dernière évaluation avant la mise à la pension d'un membre du personnel n'est pas prise en considération pour le non octroi d'un supplément de traitement.

Article 7 :

En cas de changement de niveaux vers les niveaux D, C et B, un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire. En cas de changement de niveau vers le niveau A, le membre du personnel valorise deux tiers de son ancienneté pécuniaire. Lorsque l'échelle de son ancien grade relève du groupe barémique B ou C et l'échelle de son nouveau grade du groupe barémique A, l'agent obtient à tout moment, dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 1.044,13 € (Modification n° 14 – 28 juin 2004) à celui qu'il aurait reçu dans son ancien grade.

Le traitement résultant de l'application de l'alinéa précédent ne peut cependant jamais dépasser le maximum de l'échelle attachée au nouveau grade.

Sans préjudice des § 7 et 8 de l'article 6, le membre du personnel promu à un niveau supérieur bénéficiera :

- de l'échelle de base code 1 s'il ne percevait aucun supplément de traitement dans son ancien niveau. Il bénéficiera des suppléments de traitement de codes 2 et 3 à condition de satisfaire aux conditions décrites à l'article 6.

- du supplément de traitement de code 2 s'il percevait le supplément de traitement de code 2 dans son ancien niveau. Le supplément de traitement de code 3 lui sera attribué s'il satisfait aux conditions décrites à l'article 6.

- du supplément de traitement de code 2 s'il percevait le supplément au traitement de code 3 dans son ancien niveau. Toutefois et par dérogation à l'article 6, il bénéficiera après six ans du supplément de traitement de code 3 de ce niveau supérieur, s'il satisfait aux autres conditions (formation continuée, évaluation favorable).

- du supplément de traitement de code 2 s'il percevait le supplément au traitement de code 4 dans son ancien niveau. Toutefois et par dérogation à l'article 6, il bénéficiera après trois ans du supplément de traitement de code 3 de ce niveau supérieur, s'il satisfait aux autres conditions (formation continuée, évaluation favorable). Cette mesure entre en vigueur le 01 janvier 2006. La situation individuelle des agents sera revue à cette date.

L'article 7 entre en vigueur au 01 janvier 2001. La situation individuelle des agents sera revue à cette date.

(2^{ème} et 3^{ème} tirets : décision du C.C. du 25 juin 2001 ; 4^{ème} tiret : décision du C.C. du 28/11/2005).

Article 9 : Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en la matière, les agents contractuels bénéficient des mêmes échelles de traitement que les agents statutaires. Ils entrent en considération tant pour la carrière accélérée que pour les suppléments de traitement, dans les mêmes conditions que pour les statutaires. En cas de nomination définitive statutaire, ils conservent également leur ancienneté pécuniaire.

Article 23 ter : carrière des concierges.

§1^{er}. Aux agents de niveau E qui exercent la profession de concierge et qui sont domiciliés dans les conciergeries est accordé, après six mois d'essai, le barème E4.

§2. L'agent qui perd l'une des deux conditions (profession de concierge et domiciliation à la conciergerie) mais reste en service à l'Administration communale bénéficie de l'échelle barémique E et éventuellement du supplément de traitement code 2 ou 3, conformément aux dispositions de l'article 6.

Toutefois, le Collège des Bourgmestre et Echevins appréciera in specie s'il continuera à bénéficier éventuellement de l'échelle E4.

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011 (Modification n° 23 du 20 décembre 2010). »

Nouveau texte :

« Article 5 : Les agents sont classés aux niveaux A, B, C, D ou E. Chaque niveau comprend des fonctions d'exécution et des fonctions d'encadrement. A chaque grade correspond un niveau, des échelles de traitement et un régime barémique. Les agents titulaires d'une fonction d'encadrement bénéficient d'échelles de traitement code 4.

Article 6 :

§ 1^{er} : Chaque membre du personnel commence sa carrière pécuniaire dans l'échelle de traitement (code 1) du grade de recrutement correspondant. Cette échelle évolue sur base d'augmentations intercalaires. Ces échelles sont reprises dans l'annexe 1 du présent statut.

§ 2 : Sous réserve d'une évaluation favorable et d'une formation continuée, tout membre du personnel bénéficie après 9 ans d'ancienneté de grade, d'une échelle de traitement reprise sous le code 2 des tableaux de l'annexe 1.

§3 : Si une formation complémentaire, appelée professionnelle, est suivie, le membre du personnel intéressé bénéficie, au plus tôt après six ans d'ancienneté de grade, de cette même échelle code 2, toujours moyennant une évaluation favorable et une formation continuée.

§4 : Après dix-huit ans d'ancienneté de grade, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement code 3, reprise dans les tableaux de l'annexe 1, pour autant qu'il obtienne une évaluation favorable et qu'il ait suivi la formation continuée.

§5 : Un membre du personnel qui a au moins douze ans d'ancienneté de grade bénéficie toutefois de l'échelle de traitement code 3, s'il a bénéficié durant quatre ans de l'échelle de traitement code 2, s'il a suivi la formation professionnelle et à condition qu'il obtienne une évaluation favorable et qu'il ait suivi la formation continuée.

§6 : Dès qu'un agent répond aux conditions du § 3 ou du § 5 du présent article, en matière de formation professionnelle, il bénéficie des avantages prévus à partir du mois qui suit la réussite de la formation, prouvée par un certificat, une attestation ou tout autre écrit délivré par l'organisme prestataire, pour autant que les autres conditions soient remplies. C'est la dernière évaluation qui est prise en compte pour déterminer la condition d'évaluation.

§7 : En cas de deux évaluations négatives successives, le membre du personnel ne se voit plus accorder la dernière échelle de traitement code 2 ou code 3 jusqu'à réexamen de sa situation lors de la prochaine évaluation. Sans préjudice du régime disciplinaire, un agent ne peut jamais descendre en dessous de son échelle de base code 1.

Le retour à l'échelle de traitement inférieure intervient à la date d'anniversaire de l'entrée en service de l'agent, qui a servi d'échéance à l'évaluation.

Les recours prévus au statut organique ne suspendent pas l'application de la décision.

§8 : La dernière évaluation avant la mise à la pension d'un membre du personnel ne peut pas entraîner la perte de l'échelle de traitement supérieure code 2 ou code 3.

Article 7 :

En cas de changement de niveaux vers les niveaux D, C et B, un membre du personnel garde la totalité de son ancienneté pécuniaire. En cas de changement de niveau vers le niveau A, le membre du personnel valorise deux tiers de son ancienneté pécuniaire. Lorsque l'échelle de son ancien grade relève du groupe barémique B ou C et l'échelle de son nouveau grade du groupe barémique A, l'agent obtient à tout moment, dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 1.044,13 € (Modification n° 14 – 28 juin 2004) à celui qu'il aurait reçu dans son ancien grade.

Le traitement résultant de l'application de l'alinéa précédent ne peut cependant jamais dépasser le maximum de l'échelle attachée au nouveau grade.

Sans préjudice des § 7 et 8 de l'article 6, le membre du personnel promu à un niveau supérieur bénéficiera :

- de l'échelle de base code 1 s'il ne bénéficiait pas de l'échelle de traitement code 2 ou code 3 dans son ancien niveau. Il bénéficiera des échelles de traitement des codes 2 ou 3 à condition de satisfaire aux conditions décrites à l'article 6.

- de l'échelle de traitement code 2 s'il percevait l'échelle de traitement code 2 dans son ancien niveau. L'échelle de traitement code 3 lui sera attribué s'il satisfait aux conditions décrites à l'article 6.

- de l'échelle de traitement code 2 s'il percevait l'échelle de traitement code 3 dans son ancien niveau. Toutefois et par dérogation à l'article 6, il bénéficiera après six ans de l'échelle de traitement code 3 de ce niveau supérieur, s'il satisfait aux autres conditions (formation continuée, évaluation favorable).

- de l'échelle de traitement code 2 s'il percevait l'échelle de traitement code 4 dans son ancien niveau. Toutefois et par dérogation à l'article 6, il bénéficiera après trois ans de l'échelle de traitement code 3 de ce niveau supérieur, s'il satisfait aux autres conditions (formation continuée, évaluation favorable). Cette mesure entre en vigueur le 01 janvier 2006. La situation individuelle des agents sera revue à cette date.

L'article 7 est entré en vigueur au 01 janvier 2001. La situation individuelle des agents a été revue à cette date.

(2^{ème} et 3^{ème} tirets : décision du C.C. du 25 juin 2001 ; 4^{ème} tiret : décision du C.C. du 28/11/2005).

Article 9 : Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en la matière, les agents contractuels bénéficient des mêmes échelles de traitement que les agents statutaires. Ils entrent en considération tant pour la carrière accélérée que pour l'octroi des échelles de traitement code 2 ou 3, dans les mêmes conditions que pour les statutaires. En cas de nomination définitive statutaire, ils conservent également leur ancienneté pécuniaire.

Article 23 ter : carrière des concierges.

§1^{er}. Aux agents de niveau E qui exercent la profession de concierge et qui sont domiciliés dans les conciergeries est accordé, après six mois d'essai, le barème E4.

§2. L'agent qui perd l'une des deux conditions (profession de concierge et domiciliation à la conciergerie) mais reste en service à l'Administration communale bénéficie de l'échelle barémique E et éventuellement des échelles de traitement code 2 ou 3, conformément aux dispositions de l'article 6.

Toutefois, le Collège des Bourgmestre et Echevins appréciera in specie s'il continuera à bénéficier éventuellement de l'échelle E4.

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011 (Modification n° 23 du 20 décembre 2010). »

Article 2

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Article 3

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, aux Services des Finances et du Personnel.

De gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 26 mei 1997 tot wijziging van het geldelijk statuut naar aanleiding van de toepassing van het sociaal Handvest en zijn latere wijzigingen ;

Herzien zijn beraadslaging van 22 oktober 2001 tot aanpassing van het geldelijk statuut aan de euro en de bijlagen ;

Gelet op de wet van 21 juli 1844 op de pensioenen en meer bepaald op artikel 8 § 2 betreffende de weddesupplementen in het kader van de toepassing van het Sociaal Handvest ;

Gelet op de wet van 9 juli 1969, zoals gewijzigd door de wet van 25 april 2007 betreffende de pensioenen van de openbare sector houdende instelling van een nieuw perequatiestelsel per korf vanaf 01 januari 2007;

Gelet op artikelen 139 tot 163 van de wet van 29 december 2010 houdende diverse bepalingen (I), dat het bijhouden van een elektronische loopbaangegevensbank en een elektronisch pensioendossier voor het overheids personeel organiseert ;

Overwegende dat in het kader van deze wet de gegevens met betrekking tot de loopbaan van de personeelsleden van de openbare besturen vanaf het 1^{ste} trimester van 2011 overgemaakt moeten worden via de multifunctionele aangifte (DmfAPPL) ;

Overwegende dat deze nieuwe maatregelen de gelegenheid bieden om weddesupplementen code 2 en code 3 te integreren in de weddeschalen en om bovendien te vermijden dat, voor de berekening van hun pensioen, de personeelsleden het voordeel van de weddeherzieningen op deze supplementen verliezen, terwijl de pensioenbijdragen op de gecumuleerde bedragen van de wedden en de weddesupplementen van toepassing zijn.

Overwegende dat de perequatie van de pensioenen niet meer op een individuele, maar op een collectieve perequatie per korf gebaseerd is; dat bijgevolg artikelen 6 en 7 van het geldelijk statuut geen weerslag meer hebben op de berekening van deze coëfficiënt en a fortiori op het resultaat van de perequatie zelf ;

Overwegende dat de aanpassingen van het geldelijk statuut die voorgesteld worden in dit ontwerpbesluit de beginselen van het Sociaal Handvest betreffende het verloop van de geldelijke loopbaan van de personeelsleden op geen enkele wijze schenden ;

Overwegende dat deze wijziging geen enkele invloed heeft op de gemeentebegroting aangezien de bedragen van de toegekende wedden onveranderd blijven ;

Overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakbondorganisaties, waarvan het protocol in bijlage opgenomen werd ;

Gelet op artikel 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

Artikel 1

Artikelen 5, 6, 7, 9 en 23 ter worden gewijzigd als volgt :

Oude tekst :

« Artikel 5 : De agenten worden ingedeeld in de niveaus A, B, C, D en E. Elk niveau bestaat uit uitvoerende en leidinggevende functies. Elke graad is gekoppeld aan een weddeschaal en een geldelijk stelsel. De titularissen van een leidinggevende functie genieten van specifieke weddeschalen (code 4).

Artikel 6 :

§1 : Elk personeelslid begint zijn geldelijke loopbaan in de weddeschaal (code 1) van de overeenkomstige aanwervingsgraad. Die schaal evolueert op basis van tussentijdse verhogingen. Die weddeschalen worden hernomen in bijlage 1 van dit statuut.

§2 : Bij gunstige evaluatie en een doorlopende vorming, geniet elk personeelslid na 9 jaar graadanciënniteit een weddesupplement, hernomen onder code 2 van de tabellen van bijlage 1.

§3 : Indien een bijkomende vorming, professionele vorming genoemd, wordt gevolgd, kan het betrokken personeelslid ten vroegste na 6 jaar graadanciënniteit en een gunstige evaluatie hetzelfde supplement (code 2) genieten.

§4 : Na 18 jaar graadanciënniteit geniet het personeelslid van een tweede weddesupplement bovenop het weddesupplement code 2, hernomen onder code 3 in de tabellen van bijlage 1, na het volgen van een doorlopende vorming en gunstige evaluatie.

§5 : Een personeelslid dat tenminste 12 jaar graadanciënniteit heeft, geniet echter reeds het weddesupplement code 3, indien hij reeds 4 jaar het weddesupplement code 2 geniet, indien hij een professionele vorming heeft gevolgd en op voorwaarde dat hij een gunstige evaluatie bekomt en een doorlopende vorming heeft gevolgd.

§6 : Van zodra het personeelslid beantwoordt aan de voorwaarden van §3 of §5 van dit artikel inzake professionele vorming, geniet hij van de voorziene voordelen vanaf de maand volgend op het welslagen van de vorming, bewezen door een getuigschrift, een attest of elk ander geschrift afgeleverd door een uitkeringsgerechtigd organisme, en voor zover de andere voorwaarden vervuld zijn. De laatste evaluatie wordt in aanmerking genomen om de voorwaarde van de evaluatie te bepalen.

§7 : Bij twee opeenvolgende negatieve evaluaties ontvangt het personeelslid niet langer het laatste weddesupplement tot de situatie opnieuw wordt onderzocht tijdens de volgende evaluatie. Onverminderd de tuchtregeling, mag een ambtenaar nooit minder worden betaald dan de basisschaal.

Elke intrekking van een weddesupplement heeft plaats op de verjaardag van de indiensttreding van het personeelslid, die als vervalddag van de evaluatie heeft gediend.

De beroepen voorzien in het organiek statuut schorsen de toepassing van de beslissing niet.

§8 : Weddesupplementen worden in aanmerking genomen voor de berekening van het rust- en overlevingspensioen van de titularis. De laatste evaluatie voor de pensionering van een personeelslid wordt niet in aanmerking genomen voor het niet toekennen van een weddesupplement.

Artikel 7 :

Bij overgang naar de niveaus D, C en B behoudt een personeelslid de volledige geldelijke anciënniteit. Bij overgang naar niveau A verkrijgt het personeelslid twee derde van zijn geldelijke anciënniteit. Indien de

weddeschaal verbonden aan de oude graad tot de baremagroep B of C behoort en de weddeschaal verbonden aan de nieuwe graad van de baremagroep A, verkrijgt de agent, op ieder moment een wedde die 1.044,13 \square (Wijziging nr. 14 – 28/06/2004) hoger ligt dan de wedde die hij zou ontvangen in zijn oude graad.

De wedde voortvloeiend uit de toepassing van de vorige alinea kan echter nooit het maximum van de weddeschaal verbonden aan de nieuwe graad overstijgen.

Zonder afbreuk te doen aan § 7 en 8 van het artikel 6, geniet het personeelslid bevorderd tot een hoger niveau :

- van de basisschaal code 1 indien hij in zijn oud niveau van geen enkel weddesupplement genoot. Hij zal genieten van het weddesupplement code 2 en 3 op voorwaarde te voldoen aan de voorwaarden beschreven in het artikel 6.
- van een weddesupplement code 2 als hij in zijn oud niveau van de weddesupplement code 2 genoot. De weddesupplement code 3 zal hem toegekend worden als hij voldoet aan de voorwaarden beschreven in het artikel 6.
- van een weddesupplement code 2 als hij in zijn oude niveau van de weddesupplement code 3 genoot. Alhoewel in afwijking van artikel 6, zal hij na 6 jaar van een weddesupplement code 3 van dat hoger niveau genieten als hij aan de andere voorwaarden voldoet (doorlopende vorming, gunstige evaluatie).
- van een weddesupplement code 2 als hij in zijn oude niveau van de weddesupplement code 4 genoot. Alhoewel in afwijking van artikel 6, zal hij na 3 jaar van een weddesupplement code 3 van dat hoger niveau genieten als hij aan de andere voorwaarden voldoet (doorlopende vorming, gunstige evaluatie). Deze maatregel treedt in werking vanaf 1 januari 2006. De individuele situatie van de agenten zal op die datum herzien worden.

Het artikel 7 treedt in werking vanaf 1 januari 2001. De individuele situatie van de agenten zal op die datum herzien worden.

(2de en 3de koppeltekenen : beslissing van de Gemeenteraad van 25 juni 2001 ; 4de koppelteken : beslissing van de Gemeenteraad van 28 november 2005).

Artikel 9 : Onverminderd sommige wettelijke verplichtingen ter zake, genieten contractuele personeelsleden dezelfde barema's als de vastbenoemde personeelsleden. Zij komen zowel in aanmerking voor de versnelde loopbaan als voor de weddesupplementen, op dezelfde wijze als de vastbenoemden. Indien zij in vast verband worden benoemd, behouden zij eveneens hun geldelijk anciënniteit.

Artikel 23 ter : loopbaan van de huisbewaarders.

§1. Aan ambtenaren van niveau E die het beroep van huisbewaarder uitoefenen en gedomicilieerd zijn in de conciërgewoning wordt na een proefperiode van zes maanden de weddeschaal E4 toegekend.

§2. De ambtenaar die een van deze twee voorwaarden verliest (beroep van huisbewaarder en domicilie in de conciërgewoning), maar in dienst blijft van het Gemeentebestuur, behoudt de weddeschaal E en eventueel de weddebijlagen van code 2 of 3, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 6.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan echter per geval beoordelen of hij eventueel weddeschaal E4 mag behouden.

Deze beraadslaging treedt in werking op 1 januari 2011 (Wijziging n° 23 van 20 december 2010). »

Nieuwe tekst :

« Artikel 5 : De agenten worden ingedeeld in de niveaus A, B, C, D en E. Elk niveau bestaat uit uitvoerende en leidinggevende functies. Elke graad is gekoppeld aan een niveau, bepaalde weddenschaal en een geldelijk stelsel. Ambtenaren die een leidinggevende functie uitoefenen genieten een weddenschaal van code 4.

Artikel 6 :

§1 : Elk personeelslid begint zijn geldelijke loopbaan in de weddenschaal (code 1) van de overeenkomstige aanwervinggraad. Deze schaal evolueert op basis van tussentijdse verhogingen. Deze weddenschaalen worden vermeld in bijlage 1 van dit statuut.

§2 : Bij gunstige evaluatie en een doorlopende vorming, geniet elk personeelslid na 9 jaar graadanciënniteit een weddenschaal, vermeld onder code 2 van de tabellen van bijlage 1.

§3 : Indien een bijkomende vorming, professionele vorming genoemd, gevolgd wordt, kan het betrokken personeelslid ten vroegste na 6 jaar graadanciënniteit dezelfde schaal genieten, steeds mits een gunstige evaluatie en een permanente vorming.

§4 : Na 18 jaar graadanciënniteit ontvangt het personeelslid de weddenschaal code 3, vermeld in de tabellen van bijlage 1, gesteld dat hij een gunstige evaluatie verkrijgt en de permanente vorming gevolgd heeft.

§5 : Een personeelslid dat tenminste 12 jaar graadanciënniteit heeft, geniet echter van de weddenschaal code 3, indien hij gedurende 4 jaar de weddenschaal code 2 geniet, een professionele vorming gevolgd heeft en op voorwaarde dat hij een gunstige evaluatie verkrijgt en een doorlopende vorming gevolgd heeft.

§6 : Zodra het personeelslid beantwoordt aan de voorwaarden van §3 of §5 van dit artikel inzake professionele vorming, geniet hij van de vermelde voordelen vanaf de maand na de succesvolle beëindiging van de vorming, bewezen door een getuigschrift, een attest of elk ander geschrift uitgereikt door het organisme dat de vorming verstrekt, en voor zover de andere voorwaarden vervuld zijn. Voor de voorwaarde van evaluatie wordt er rekening gehouden met de laatste evaluatie.

§7 : Bij twee opeenvolgende negatieve evaluaties ontvangt het personeelslid niet langer de laatste weddenschaal code 2 of code 3 totdat de situatie herbekeken wordt tijdens de volgende evaluatie. Onverminderd de tuchtregeling mag een ambtenaar nooit minder betaald worden dan de basisschaal, code 1.

Het terugvallen op de lagere weddenschaal gebeurt op de verjaardag van de indiensttreding van het personeelslid, de uiterlijke datum waarop de evaluatie afgenomen wordt.

De mogelijkheden tot beroep zoals bepaald door het organiek statuut schorsen de toepassing van de beslissing niet.

§8 : De laatste evaluatie die voorafgaat aan de pensionering van een personeelslid kan niet leiden tot een verlies van de hogere weddenschaal van code 2 of code 3.

Artikel 7 :

Bij overgang naar de niveaus D, C en B behoudt een personeelslid de volledige geldelijke anciënniteit. Bij overgang naar niveau A verkrijgt het personeelslid twee derde van zijn geldelijke anciënniteit. Indien de weddenschaal verbonden aan de oude graad tot de baremagroep B of C behoort en de weddenschaal verbonden aan de nieuwe graad van de baremagroep A, verkrijgt de agent, op ieder moment een wedde die 1.044,13 \square (wijziging nr. 14 – 28/06/2004) hoger ligt dan de wedde die hij zou ontvangen hebben in zijn oude graad.

De wedde die voortkomt uit de toepassing van de vorige alinea kan echter nooit het maximum van de weddenschaal verbonden aan de nieuwe graad overstijgen.

Zonder afbreuk te doen aan §7 en 8 van het artikel 6 ontvangt het personeelslid dat tot een hoger niveau bevorderd wordt :

- basisschaal code 1, indien hij in zijn vorige niveau niet van de weddenschaal code 2 of code 3 genoot. Hij zal van de weddenschaal van code 2 of code 3 ontvangen op voorwaarde dat hij beantwoordt aan de voorwaarden beschreven in artikel 6.

- weddenschaal code 2, indien hij in zijn vorige niveau weddenschaal code 2 genoot. Weddenschaal code 3 zal hem toegekend worden als hij voldoet aan de voorwaarden beschreven in artikel 6.

- weddenschaal code 2, indien hij in zijn vorige niveau weddenschaal code 3 genoot. Toch zal hij, in afwijking van artikel 6, na 6 jaar weddenschaal code 3 van dit hoger niveau ontvangen als hij aan de andere voorwaarden voldoet (permanente vorming, gunstige evaluatie).

- weddenschaal code 2 als hij in zijn oude niveau weddenschaal code 4 genoot. Toch zal hij, in afwijking van artikel 6, na 3 jaar weddenschaal code 3 van dat hoger niveau ontvangen als hij aan de andere voorwaarden voldoet (doorlopende vorming, gunstige evaluatie). Deze maatregel treedt in werking op 1 januari 2006. De individuele situatie van de ambtenaren zal op die datum herzien worden.

Artikel 7 is in werking getreden op 1 januari 2001. De individuele situatie van de ambtenaren werd op die datum herzien.

(2de en 3de streepje : beslissing van de gemeenteraad op 25 juni 2001 ; 4de streepje : beslissing van de gemeenteraad 28/11/2005).

Artikel 9 : Onverminderd sommige wettelijke verplichtingen ter zake genieten contractuele ambtenaren dezelfde loonschalen als de vastbenoemde ambtenaren. Zij komen zowel in aanmerking voor een versnelde loopbaan als voor weddenschalen code 2 of 3, onder dezelfde voorwaarden als vastbenoemden. Indien zij in vast verband worden benoemd, behouden zij eveneens hun geldelijk anciënniteit.

Artikel 23 ter : loopbaan van de huisbewaarders.

§1. Aan ambtenaren van niveau E die het beroep van huisbewaarder uitoefenen en gedomicilieerd zijn in de conciërgewoning wordt na een proefperiode van zes maanden weddenschaal E4 toegekend.

§2. De ambtenaar die één van deze twee voorwaarden verliest (beroep van huisbewaarder en domicilie in de conciërgewoning), maar in dienst blijft van het gemeentebestuur, ontvangt weddenschaal E en eventueel weddenschalen code 2 of 3, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 6.

Het college van burgemeester en schepenen kan echter per geval beoordelen of de ambtenaar eventueel weddenschaal E4 mag behouden.

Deze beraadslaging treedt in werking op 1 januari 2011 (wijziging n°23 op 20 december 2010). »

Artikel 2

Deze beraadslaging treedt in werking op 1 januari 2011.

Artikel 3

Een afschrift van deze deliberatie zal gestuurd worden naar de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeenteontvanger en aan de dienst Financiën en de personeelsdienst.

Voir registre des annexes - Zie register van de bijlagen

**(11) Régie Foncière - Budget 2011.
Régie van Grondbeleid - Begroting 2011.**

Par 21 oui et 4 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met 21 ja-stemmen en 4 onthoudingen, neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Ont voté oui/Hebben ja gestemd.

Rik BAETEN, Françoise BERTIEAUX, Françoise CARTON de WIART, Patrick CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Christophe GAZIA, Chantal HOORNAERT, Rik JELLEMA, Christina KARKAN, Jean LAURENT, Patrick LENAERS, Ahmed M'RABET, Rachid MADRANE, Marie-Pascale MINET, Catherine PRICK, Jean-Luc ROBERT, Nourdine TAYBI, Frank VAN BOCKSTAL, Didier VAN EYLL, Laurent VLEMINCKX, Vincent DE WOLF.

Se sont abstenus/Hebben zich onthouden.

André du BUS de WARNAFFE, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, Kathy MOTTET, Viviane SCHOLLIERS.

Le Conseil Communal,

Vu les articles 261 à 263 de la Nouvelle loi Communale organisant les Régie Communales ;

Vu les articles 8 à 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 06.11.2003 relatifs aux budgets des Régies Communales ;

Vu l'arrêté Royal du 30 mars 1973 organisant en Régie le Service des achats et des ventes de propriétés communales à partir du 1^{er} janvier 1973 ;

Attendu que la complexité juridique et administrative des diverses procédures de tutelle rend aléatoire la réalisation de certains opérations avantageuses ou indispensables qui ne peuvent encore être programmées et que dans certains cas des travaux non prévus doivent être entrepris immédiatement afin de sauvegarder le patrimoine.

DECIDE

D'arrêter le budget de la Régie Foncière pour l'exercice 2011.

De rendre non limitatives les allocations des chapitres des dépenses d'exploitation et de gestion ordinaire de la Régie.

De Gemeenteraad,

Gelet op de artikels 261 tot 263 van de Nieuwe Gemeentewet houdende organisatie van de Gemeentebedrijven ;

Gelet op de artikels 8 tot 13 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 06.11.2003 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 maart 1973 houdende in bedrijfstelling van de Dienst voor aan- en verkopen van gemeentelijke eigendommen vanaf 1 januari 1973 ;

Overwegende dat de juridische en administratieve ingewikkeldheid van de verschillende rechtsvormen van voogdijschap, de realisatie van sommige voordelige en noodzakelijke verrichtingen, die nog niet kunnen geprogrammeerd worden (omdat ze van het toeval afhankelijk zijn) en dat in sommige gevallen niet voorziene werken moeten ondernomen worden teneinde het patrimonium te vrijwaren ;

BESLIST

Om de begroting over 2011 van de Regie van het Grondbeleid goed te keuren.

Om een onbeperkt karakter te geven aan de posten van de hoofdstukken van de exploitatieuitgaven van gewoon beheer van de Regie.

**(12) Régie Foncière - Compte 2009.
Regie van Grondbeleid - Rekening 2009.**

Par 21 oui et 4 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met 21 ja-stemmen en 4 onthoudingen, neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Ont voté oui/Hebben ja gestemd.

Rik BAETEN, Françoise BERTIEAUX, Françoise CARTON de WIART, Patrick CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Christophe GAZIA, Chantal HOORNAERT, Rik JELLEMA, Christina

KARKAN, Jean LAURENT, Patrick LENAERS, Ahmed M'RABET, Rachid MADRANE, Marie-Pascale MINET, Catherine PRICK, Jean-Luc ROBERT, Nourdine TAYBI, Frank VAN BOCKSTAL, Didier VAN EYLL, Laurent VLEMINCKX, Vincent DE WOLF.

Se sont abstenus/Hebben zich onthouden.

André du BUS de WARNAFFE, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, Kathy MOTTET, Viviane SCHOLLIERS.

Le Conseil Communal,

Vu les articles 261 à 263 de la Nouvelle Loi Communale organisant les Régies communales ;

Vu les articles 63 à 69 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'Arrêté Royal du 30 mars 1973 organisant en Régie le Service des achats et des ventes de propriétés communales à partir du 1^{er} janvier 1973 ;

Vu le compte budgétaire 2009 dressé par le Trésorier de la Régie ;

Vu les comptes annuels au 31 décembre 2009.

APPROUVE

1. Le compte budgétaire 2009.

2. Le compte de résultat 2009 et le bilan au 31 décembre 2009.

De Gemeenteraad,

Gelet op de artikels 261 tot 263 van de Nieuwe Gemeentewet houdende organisatie van de Gemeentebedrijven ;

Gelet op de artikels 63 tot 69 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 6 november 2003 betreffende de begroting van de Gemeentebedrijven ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 maart 1973 houdende in bedrijfstelling van de Dienst voor aan- en verkopen van gemeentelijke eigendommen vanaf 1 januari 1973 ;

Gelet op de begrotingsrekening over 2008 opgesteld door de penningmeester van de Regie ;

Gelet op de jaarlijkse rekeningen op 31 december 2009.

KEURT GOED

1. De begrotingsrekening over 2009.

2. De resultatenrekening 2009 en de balans op 31 december 2009.

Madame Kathy MOTTET entre en séance.

Mevrouw Kathy MOTTET komt de zitting binnen.

(13) Régie Foncière - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information.

Regie van Grondbeleid - Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging.*

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 67.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 28 avril 2011.

Objet : Patrimoine Régie/Rénovation – Marché de travaux pour la réparation de diverses toitures des immeubles gérés par la Régie Foncière – Phase III – Approbation du cahier des charges – Choix du mode d'attribution du marché par procédure négociée sans publicité.

Estimation de la dépense : 67.000,00 € hors T.V.A.

Article budgétaire : 614-01 du budget 2011 de la Régie Foncière.

DECIDE

De prendre pour information la décision du Collège de Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 67.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

Aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 28 april 2011.

Onderwerp : Patrimonium Regie/Renovatie – Overheidswerken voor de herstellingen van verschillende dakken van de gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid – Fase III – Goedkeuring van het lastenkohier – Keuze van de gunningswijze van de opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.

Raming van de uitgave : 67.000,00 € zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2011 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet.

(14) Régie Foncière - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information.
Regie van Grondbeleid - Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 67.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 12 mai 2011.

Objet : Patrimoine immobilier géré par le service de la Régie Foncière – Fourniture de seize chaudières murales mixtes - Approbation du cahier des charges administratif et technique – Estimation du coût – Choix du mode d'attribution du marché par procédure négociée sans publicité préalable – Liste des fournisseurs à consulter – Exercice 2011.

Estimation de la dépense : 12.000,00 € hors T.V.A.

Article budgétaire : 614-01 du budget 2011 de la Régie Foncière.

DECIDE

De prendre pour information la décision du Collège de Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 67.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

Aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 12 mei 2011.

Onderwerp : Onroerend patrimonium beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid – Levering van zestien gecombineerde gaswandketels – Goedkeuring van administratief en technisch lastenkohier – Schatting van de kost – Keuze van de gunningswijze van de opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking – Lijst van de leveranciers die geraadpleegd moeten worden. – Dienstjaar 2011.

Raming van de uitgave : 12.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2011 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet.

(15) Service de Prévention - Sécurisation des logements sociaux/Désignation des SISP/Convention pour l'exécution des travaux de sécurité - Approbation, Preventiedienst - Beveiliging van de sociale woningen/Aanduiding van de OVM's/ Overeenkomst van de uitvoering van de veiligheidswerken - Goedkeuring,

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu que dans le cadre de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2010 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation de logements sociaux, une subvention de 70.776 € est accordée à la commune d'Etterbeek;

Considérant que les sociétés immobilières de service public « Le Foyer Etterbeekois » et la « s.c. SORELO » ont été contactée; que celles-ci ont répondu positivement au projet;

Considérant que proportionnellement au patrimoine immobilier possédé par chacune des deux sociétés sur le territoire communal d'Etterbeek, une clef de répartition du subside 2/3-1/3 semble raisonnable;

Considérant que, pour la bonne exécution des travaux, il convient de conclure avec les sociétés immobilières de service public une convention portant sur les modalités d'application;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

de désigner « Le Foyer Etterbeekois » et la « s.c. SORELO » en qualité de sociétés immobilières de service public bénéficiaires du subside octroyé conformément à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2010;

d'octroyer un montant de 47.184 € au Foyer Etterbeekois et 23.592 € à la s.c. SORELO dans le cadre de la sécurisation de logements sociaux;

de conclure avec les sociétés immobilières de service public les conventions reprises ci-dessous :

CONVENTION POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE SECURITE – S.A. LE FOYER ETTERBEEKOIS

Entre d'une part la Commune d'Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée la Commune;

Et d'autre part, la société immobilière de service public s.a. Le Foyer Etterbeekois, rue René Piret, n°1 à 1040 Bruxelles, représentée par Madame Eliane PAULISSEN DE MEULEMEESTER, Présidente, Monsieur Nouridine TAYBI, Administrateur-Délégué et Monsieur Olivier VADI, Directeur gérant, ci-après dénommée la société;

Il est convenu ce qui suit :

Dans le cadre de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2010 octroyant un subsidie aux communes pour des projets de sécurisation de logements sociaux, une subvention de 70.776 € est accordée à la commune d'Etterbeek.

Par décision du Conseil communal du 30 mai 2011, ce subsidie est accordé par la commune pour la sécurisation des logements sociaux. Conformément à la clef de répartition 2/3-1/3, ce montant est attribué aux sociétés qui sont chargées de la réalisation de cette opération, comprenant l'établissement du cahier de charges, l'attribution du marché conformément à la législation relative aux marchés publics et son exécution jusqu'à la réception des travaux.

La présente convention a pour objet :

placement de contrôles d'accès par badge avec liaison modem aux portes d'entrée principales des logements sociaux (avenue Edouard de Thibault, n° 70-72-76-78 à 1040 Etterbeek et rue de la Grande Haie n°103-105-107-107a-109-109a à 1040 Etterbeek).

La commune d'Etterbeek sera informée de la décision du Conseil d'administration du Foyer Etterbeekois quant au choix définitif des immeubles, à la description des travaux proposés et à la désignation de l'entrepreneur. La commune d'Etterbeek sera également informée de la date du début de l'exécution des travaux et de la fin des travaux.

Afin de permettre une information adéquate des locataires, la société contactera, en temps utile, la commune afin qu'un courrier commun entre les autorités communales et la société puisse communiquer la teneur, le début et la durée des travaux à réaliser

Dès production des procès-verbaux de réception provisoire et du décompte final, la Commune s'engage à verser à la s.a. Le Foyer Etterbeekois les montants repris sur la ou les factures à concurrence d'un maximum de 47.184 €, étant entendu que le surplus sera à charge des fonds propres de la s.a. Le Foyer Etterbeekois.

Il reste entendu que au fur et à mesure de l'exécution des travaux repris ci-avant, la Société en deviendra propriétaire et elle sera seule à en assurer la garde après la réception provisoire.

Sans préjudice des dispositions contractuelles contraires (cahier des charges,...) tous les frais d'entretien, de modification ou de réparation seront à charge de la Société à partir de la réception provisoire.

CONVENTION POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX DE SECURITE – S.C.R.L SORELO

Entre d'une part la Commune d'Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée la Commune;

Et d'autre part, la société immobilière de service public s.c.r.l SORELO, Place de Brouckère, n°12 à 1000 Bruxelles, représentée par Madame Fatima MOUSSAOUI, Présidente, Madame Sandrine ES, Administratrice-Déléguée et Monsieur J.L. PIROTIN, Directeur-Gérant, ci-après dénommée la société;

Il est convenu ce qui suit :

Dans le cadre de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2010 octroyant un subside aux communes pour des projets de sécurisation de logements sociaux, une subvention de 70.776€ est accordée à la commune d'Etterbeek;

Par décision du Conseil communal du 30 mai 2011, ce subside est accordé par la commune pour la sécurisation des logements sociaux. Conformément à la clef de répartition 2/3-1/3, ce montant est attribué aux sociétés qui sont chargées de la réalisation de cette opération, comprenant l'établissement du cahier de charges, l'attribution du marché conformément à la législation relative aux marchés publics et son exécution jusqu'à la réception des travaux.

La présente convention a pour objet :

Adaptation et/ou remplacement de la menuiserie existante permettant l'intégration d'un système « contrôle d'accès » électromécanique avec badges des halls d'entrée de l'immeuble sis au coin de la rue du Cornet et de l'avenue d'Auderghem.

L'ensemble des travaux est estimé à 28.000 euros HTVA.

La commune d'Etterbeek sera informée de la décision du Conseil d'administration de la scrl SORELO quant au choix définitif des immeubles, à la description des travaux proposés et à la désignation de l'entrepreneur. La commune d'Etterbeek sera également informée de la date du début de l'exécution des travaux et de la fin des travaux.

Afin de permettre une information adéquate des locataires, la société contactera, en temps utile, la commune afin qu'un courrier commun entre les autorités communales et la société puisse communiquer la teneur, le début et la durée des travaux à réaliser.

Dès production des procès-verbaux de réception provisoire et du décompte final, la Commune s'engage à verser à la s.c. SORELO les montants repris sur la ou les factures à concurrence d'un maximum de 23.592 €, étant entendu que le surplus sera à charge des fonds propres de la s.c.r.l SORELO.

Il reste entendu que au fur et à mesure de l'exécution des travaux repris ci-avant, la Société en deviendra propriétaire et elle sera seule à en assurer la garde après la réception provisoire.

Sans préjudice des dispositions contractuelles contraires (cahier des charges,...) tous les frais d'entretien, de modification ou de réparation seront à charge de la Société à partir de la réception provisoire.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat er een subsidie van 70.776 € toegekend wordt aan de gemeente Etterbeek in het kader van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 december 2010 waarin een subsidie verleend werd aan de gemeenten voor de beveiliging van sociale woningen;

Overwegende dat er contact opgenomen werd met openbare vastgoedmaatschappijen "Le Foyer Etterbeekois" en de "c.v. SORELO"; dat deze het project positief onthaald hebben;

Overwegende dat in verhouding tot het vastgoedpatrimonium dat elk van beide maatschappijen op het grondgebied van Etterbeek bezit een verdeelsleutel van 2/3-1/3 redelijk lijkt;

Overwegende dat er een overeenkomst moet afgesloten worden met de openbare vastgoedmaatschappijen over de toepassingsmodaliteiten voor een behoorlijke uitvoering van de werken;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om “Le Foyer Etterbeekois” en de “c.v. SORELO” aan te wijzen als de begunstigde openbare vastgoedmaatschappijen van de subsidie die overeenkomstig het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 december 2010 toegekend wordt;

een bedrag van 47.184 € toe te kennen aan de Foyer Etterbeekois en 23.592 € aan de c.v. SORELO in het kader van de beveiliging van sociale woningen;

onderstaande overeenkomsten af te sluiten met de openbare vastgoedmaatschappijen :

OVEREENKOMST VOOR DE UITVOERING VAN BEVEILIGINGSWERKEN – S.A. LE FOYER ETTERBEEKOIS

Tussen de Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en de heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, hierna “de Gemeente” genoemd, enerzijds;

En de openbare vastgoedmaatschappij s.a. Le Foyer Etterbeekois, René Piretstraat 1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door mevrouw Eliane PAULISSEN DE MEULEMEESTER, Voorzitster, de heer Nouridine TAYBI, Gedelegeerd Bestuurder en de heer Olivier VADI, Directeur-Beheerder, hierna “de Vastgoedmaatschappij” genoemd, anderzijds;

Wordt het volgende overeengekomen:

In het kader van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 december 2010, waarbij een subsidie wordt toegekend aan gemeenten voor de beveiliging van sociale woningen, wordt een subsidie van 70.776 € verleend aan de gemeente Etterbeek.

Bij besluit van de Gemeenteraad van 30 mei 2011 wordt deze subsidie door de gemeente toegekend voor de beveiliging van sociale woningen. Dit bedrag wordt volgens een verdeelsleutel van 2/3-1/3 verleend aan de vastgoedmaatschappijen die belast zijn met de uitvoering van deze werken. Dit omvat het opstellen van het lastenboek, de toekenning van de aanbesteding overeenkomstig de wetgeving inzake openbare aanbestedingen en de uitvoering tot aan de oplevering van de werken.

Huidige overeenkomst voorziet de :

Plaatsing van een toegangscontrole met badges met een modemverbinding op de deuren van de hoofdingangen van de sociale woningen (Edouard de Thibault laan 70-72-76-78 in 1040 Etterbeek en Grote Haagstraat 103-105-107-107a-109-109a in 1040 Etterbeek).

De Bestuursraad van de Foyer Etterbeekois zal de gemeente Etterbeek op de hoogte houden van de definitieve keuze van de appartementen, de omschrijving van de voorgestelde werken en de aanwijzing van de aannemer. De gemeente Etterbeek zal tevens op de hoogte gebracht worden van de begin- en einddatum van de werken.

Teneinde de huurders op een gepaste wijze te informeren zal de vastgoedmaatschappij tijdig contact opnemen met de gemeente om samen met de gemeente een brief te sturen waarin de huurders op de hoogte gebracht worden van de aard, de begindatum en de duur van de werken.

Nadat het verslag van de voorlopige oplevering en de eindafrekening opgesteld wordt, verbindt de Gemeente zich er toe om aan de s.a. Le Foyer Etterbeekois de bedragen te storten die vermeld staan op de facturen voor een maximumbedrag van 47.184 €. Elke meerkost is voor rekening van de s.a. Le Foyer Etterbeekois.

Het spreekt voor zich dat telkens er voormelde werken voltooid worden, de Vastgoedmaatschappij hiervan de eigenaar wordt en zelf zal instaan voor de bewaking ervan na de voorlopige oplevering.

Ongeacht tegenstrijdige contractuele bepalingen (lastenboek,...) zijn alle kosten voor het onderhoud, de wijziging of herstelling ten laste van de Vastgoedmaatschappij vanaf de voorlopige opleveringen.

OVEREENKOMST VOOR DE UITVOERING VAN BEVEILIGINGSWERKEN – C.V. SORELO

Tussen de Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en de heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, hierna “de Gemeente” genoemd, enerzijds;

En de openbare vastgoedmaatschappij c.v.b.a. SORELO, Brouckèreplein 12 in 1000 Brussel, vertegenwoordigd door mevrouw Fatima MOUSSAOUI, Voorzitster, Mevrouw Sandrine ES, Gedelegeerd-Bestuurster en de heer J.L. PIROTIN, Directeur-Beheerder, hierna “de Vastgoedmaatschappij” genoemd;

Wordt het volgende overeengekomen:

In het kader van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 december 2010, waarbij een subsidie wordt toegekend aan gemeenten voor de beveiliging van sociale woningen, wordt een subsidie van 70.776 € verleend aan de gemeente Etterbeek.

Bij besluit van de Gemeenteraad van 30 mei 2011 wordt deze subsidie door de gemeente toegekend voor de beveiliging van sociale woningen. Dit bedrag wordt volgens de verdeelsleutel van 2/3-1/3 verleend aan de maatschappijen die belast zijn met de uitvoering van deze werken. Dit omvat het opstellen van het lastenboek, de toekenning van de aanbesteding overeenkomstig de wetgeving inzake openbare aanbestedingen en de uitvoering tot aan de oplevering van de werken.

Huidige overeenkomst voorziet de :

Heraanleg en/of vervanging van de bestaande schrijnwerk van de inkomhallen van de appartementsgebouwen in de Hoornstraat en Oudergemlaan in één geheel voorzien van een elektromechanisch toegangssysteem met badges.

Het totaalbedrag van de werken wordt geraamd op 28.000 euro excl. BTW.

De Bestuursraad van de c.v.b.a. SORELO zal de gemeente Etterbeek op de hoogte houden van de definitieve keuze van de appartementen, de omschrijving van de voorgestelde werken en de aanwijzing van de aannemer. De gemeente Etterbeek zal tevens op de hoogte gebracht worden van de begin- en einddatum van de werken.

Teneinde de huurders op een gepaste wijze te informeren zal de vastgoedmaatschappij tijdig contact opnemen met de gemeente om samen met haar een brief te sturen waarin de huurders op de hoogte gebracht worden van de aard, de begindatum en de duur van de werken.

Nadat het verslag van de voorlopige oplevering en de eindafrekening opgesteld wordt, verbindt de Gemeente zich er toe om aan de c.v.b.a. SORELO de bedragen te storten die vermeld staan op de facturen voor een maximumbedrag van 23.592 €. Elke meerkost is ten laste van de eigen fondsen van de c.v.b.a. SORELO.

Het spreekt voor zich dat telkens er voormelde werken voltooid worden, de Vastgoedmaatschappij hiervan de eigenaar wordt en zelf zal instaan voor de bewaking ervan na de voorlopige oplevering.

Ongeacht tegenstrijdige contractuele bepalingen (lastenboek,...) zijn alle kosten voor het onderhoud, wijziging of herstelling ten laste van de Vastgoedmaatschappij vanaf de voorlopige opleveringen.

(16) Institut Ernest Richard I - Remplacement de châssis - Approbation des conditions et du mode de passation.

Instituut Ernest Richard I - Vervanging van raamljsten - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Considérant le cahier spécial des charges N° TP/LG/2011/14 relatif au marché "Remplacement de châssis à l'Institut Ernest Richard I" établi par le Service des Travaux Publics;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 144.628,10 € hors TVA ou 175.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 735/72411-60;

Sur proposition du collège;

DECIDE

Article 1

D'approuver le cahier spécial des charges N° TP/LG/2011/14 et le montant estimé du marché "Remplacement de châssis à l'Institut Ernest Richard I", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 144.628,10 € hors TVA ou 175.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2

De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3

De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4

Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 735/72411-60.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Vervanging van raamlijsten in het Instituut Ernest Richard I” een bijzonder bestek met nr. TP/LG/2011/14 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 144.628,10 € excl. btw of 175.000,00 € incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare aanbesteding;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2011, op artikel 735/72411-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

BESLIST

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. TP/LG/2011/14 en de raming voor de opdracht “Vervanging van raamlijsten in het Instituut Ernest Richard I”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten. De raming bedraagt 144.628,10 € excl. btw of 175.000,00 € incl. 21% btw.

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare aanbesteding.

Artikel 3

Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2011, op artikel 735/72411-60 van de buitengewone dienst.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichhoudende overheid over te maken

**(17) Voirie - Rénovation de divers trottoirs - Projet n°5 au programme triennal d'investissement 2010-2012 - Année 2011 - Choix du marché - Demande de subsides.
Wegen - Renovatie van verschillende voetpaden - Ontwerp nr. 5 van het driejarig investeringsprogramma 2010-2012 - Jaar 2011 - Keuze van de opdracht - Toelagenaanvraag.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 1.323.000,00 est inscrit à l'article 421/731-60 du budget extraordinaire de 2011 en vue de la réalisation de travaux de voirie ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, le renouvellement de divers trottoirs, à savoir ceux des rues Bruylants, Capitaine Joubert, Cardinal Lavigerie, Champs (rue et avenue) pour un montant total estimé à € 538.000,00, TVAC ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/VVC/2011/12 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1993 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe de l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles et plus particulièrement l'article 30 relatif à l'établissement, par un coordinateur de chantier, d'un plan de sécurité et de santé ;

Attendu que les subventions régionales seront sollicitées pour la présente entreprise et ce dans le cadre de la dotation triennale d'investissement 2010-2012 ;

Vu l'article 22 § 1-5° de l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'article 22 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides et la nature des pièces justificatives ;

Attendu que conformément à ces deux articles de loi, le demandeur doit, d'une part, établir un programme d'entretien chiffré portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive des travaux et, d'autre part, s'engager à ne pas aliéner et ne pas modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi de subsides ;

DECIDE

de procéder aux travaux de renouvellement des trottoirs des rues Bruylants, Capitaine Joubert, Cardinal Lavigerie, Champs (rue et avenue) ;
 d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation de marché ;
 d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/VVC/2011/12 ;
 de fixer le montant de l'estimation totale à € 538.000,00, TVAC ;
 d'introduire une demande de subsides auprès des autorités compétentes et ce dans le cadre du programme triennal d'investissement 2010-2012 ;
 de s'engager sur l'honneur à ne pas aliéner et pas modifier l'affectation des trottoirs en question, pendant une période de vingt ans à dater de la date d'octroi du subside ;
 d'approuver le programme d'entretien sur cinq ans des travaux tel qu'il figure ci-après :

ANNEE BUDGETAIRE	PREVISION BUDGETAIRE	OBSERVATION
2011	-----	ADJUDICATION DES TRAVAUX
2012	-----	REALISATION DES TRAVAUX
2013	-----	DELAI DE GARANTIE 3 ANS
2014	-----	RECEPTION DEFINITIVE
2015	€ 8.000,00	ENTRETIEN LINEAIRE
2016	€ 8.000,00	ENTRETIEN LINEAIRE
2017	€ 12.000,00	ENTRETIEN LINEAIRE
2018	€ 15.000,00	ENTRETIEN LINEAIRE
2019	€ 15.000,00	ENTRETIEN LINEAIRE

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle et au Pouvoir Subsidiant.

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 1.323.000,00 werd ingeschreven op artikel 421/732-60 van de buitengewone begroting van 2011 voor de uitvoering van de wegenwerken;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de vernieuwing voorziet van verschillende voetpaden, te weten deze van de Bruylantsstraat, Kapitein Joubertstraat, Cardinaal Lavigeriestraat, Veld (straat en laan) voor een geschat bedrag van € 538.000,00, BTW inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek nr. TP/VVC/2011/12;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het Koninklijk Besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en in het bijzonder het artikel 30 houdende opstelling, door een bouwplaatscoördinator, van een veiligheids- en gezondheidsplan;

Aangezien de gewestelijke toelagen zullen worden aangevraagd voor deze onderneming en dit in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2010-2012;

Gezien artikel 22 § 1-5° van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gezien artikel 22 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 tot vaststelling van de dossiers voor de aanvragen om subsidie en van de aard van de bewijsstukken;

Overwegende dat overeenkomstig deze twee wetartikels, de aanvrager, enerzijds, een gecijferd onderhoudsprogramma moet opstellen voor de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering van de werken en, anderzijds, zich moet verbinden het goed gedurende twintig jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de subsidie werd toegekend, niet te vervreemden of de bestemming er van te wijzigen;

BESLIST

over te gaan tot de vernieuwing van de voetpaden van de Bruylantsstraat, Kapitein Joubertstraat, Cardinaal Lavigeriestraat, Veld (straat en laan);

de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;

het bijzonder bestek nr. TP VVC/2011/12 goed te keuren;

de totale raming der werken vast te stellen op € 538.000,00, BTW inbegrepen;

een toelageaanvraag bij de bevoegde overheid in te dienen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2010-2012;

zich op erewoord te verbinden bovenvermelde voetpaden, gedurende twintig jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de subsidie werd toegekend, niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen;

het vijfjarig onderhoudsprogramma der werken goed te keuren zoals het volgt:

BEGROTINGSJAAR	BEGROTINGSVOORUITZICHT	OPMERKING
2011	-----	AANBESTEDING DER WERKEN
2012	-----	UITVOERING DER WERKEN
2013	-----	WAARBORGTERMIJN 3 JAREN
2014	-----	DEFINITIEVE OPLEVERING
2015	€ 8.000,00	LINEAIR ONDERHOUD
2016	€ 8.000,00	LINEAIR ONDERHOUD
2017	€ 12.000,00	LINEAIR ONDERHOUD
2018	€ 15.000,00	LINEAIR ONDERHOUD
2019	€ 15.000,00	LINEAIR ONDERHOUD

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid en de Subsidiërende Overheid.

(18) Voirie - Renouvellement du tissu asphaltique - Programme 2011 - Choix du marché Wegenis - Vernieuwing van het asfaltweefsel - Programma 2011 - Keuze van de opdracht

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 1.323.000,00 est inscrit à l'article 421/73111-60 du budget extraordinaire de 2011 en vue de la réalisation de divers travaux d'aménagement en voirie ;

Attendu que ce budget a été approuvé par l'Autorité de Tutelle ;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, des travaux d'asphaltage pour un montant estimé à € 200.000,00 ;

Attendu qu'à la suite de l'autorisation des pouvoirs supérieurs de majorer, à titre exceptionnel, de € 500.000,00 l'enveloppe d'investissements 2011, un crédit de € 250.000,00 sera prélevé sur cette enveloppe en vue de réaliser des travaux d'asphaltage supplémentaires ;

Attendu que, bien que le disponible à l'article soit suffisant pour couvrir la totalité de cette dépense, une majoration de € 250.000,00 à l'article 421/73111-60 du budget extraordinaire 2011 sera néanmoins sollicitée lors de la prochaine modification budgétaire afin de pouvoir réaliser l'ensemble du programme prévu ;

Attendu que le coût total de ces travaux s'élèvera à € 450.000,00, TVA 21% comprise ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges TP/VDV/2011/13 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

d'approuver le cahier spécial des charges TP/VDV/2011/13 relatif aux travaux d'asphaltage ;

d'approuver l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;

de prélever, suite à l'autorisation des pouvoirs supérieurs de majorer, à titre exceptionnel, de € 500.000,00 l'enveloppe d'investissements 2011, une somme de € 250.000,00 sur cette enveloppe pour la réalisation de travaux d'asphaltage supplémentaires ;

d'approuver l'estimation totale de la dépense de € 450.000,00 à imputer à l'article 421/73111-60 du budget extraordinaire de 2011 ;

de solliciter l'inscription d'un montant supplémentaire de € 250.000,00 à cet article.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle dans les plus brefs délais.

De Gemeenteraad,

Aangezien een krediet van € 1.323.000,00 werd ingeschreven op artikel 421/73111-60 van de buitengewone begroting van 2011 voor diverse inrichtingswerken aan de wegenis;

Aangezien dit budget momenteel goedgekeurd werd door de Toezichhoudende Overheid;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de vernieuwing van asfaltweefsel voor een bedrag van € 200.000,00 voorziet;

Aangezien dat na uitzonderlijke toelating van de hogere overheden de investeringsomslag met € 500.000,00 te verhogen, een krediet van € 250.000,00 op deze omslag geheven zal worden om bijkomende afsaltwerken te verwezenlijken;

Aangezien dat, ondanks de beschikbare som voldoende is om het geheel van deze uitgaven te dekken, een vermeerdering van € 250.000,00 van artikel 421/73111-60 gevraagd zal worden bij de volgende begrotingswijziging om het geheel van het voorziene programma tot stand te brengen;

Aangezien dat de totale kostprijs van deze werken € 450.000,00, BTW 21% inbegrepen, zal bedragen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek TP/VDV/2011/13;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het bovenvermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien het artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

het bijzonder bestek TP/VDV/2011/13 betreffende de vernieuwing van asfaltweefsel goed te keuren;
de openbare aanbesteding als gunningswijze van de opdracht goed te keuren;
ten gevolge van de uitzonderlijke toelating van de hogere overheden de investeringsomslag met € 500.000,00 te verhogen, een bedrag van € 250.000,00 te heffen op deze omslag, voor de realisatie van bijkomende asfaltwerken;
de totale raming van deze uitgave van € 450.000,00 dat op artikel 421/73111-60 van de buitengewone begroting van 2011 geboekt zal worden, goed te keuren;
een bijkomend bedrag van € 250.000,00 op dit artikel te vragen.

Huidige beraadslaging zal binnen de kortste termijn aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

(19) Administration communale - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information

Gemeentebestuur - Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2 – 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 67.000,00, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 31 mars 2011

Objet : Ecole Claire-Joie - Rénovation du local de sieste

Estimation de la dépense : € 15.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 31 mars 2011

Objet : Ecole Colombe de la Paix - Réalisation de sanitaires au 1^{er} étage

Estimation de la dépense : € 9.100,00, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 31 mars 2011

Objet : Diverses écoles de l'enseignement primaire - Fourniture et pose d'auges

Estimation de la dépense : € 14.500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 31 mars 2011

Objet : Diverses écoles de l'enseignement maternel - Rénovation de toilettes

Estimation de la dépense : € 11.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 722/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 31 mars 2011

Objet : Ecole Les Marronniers - Fourniture, pose et raccordement d'une friteuse professionnelle, d'un plan de travail et d'une hotte

Estimation de la dépense : € 7.500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 722/74411-51 du budget extraordinaire de 2011

Date : 31 mars 2011

Objet : Stationnement payant - Acquisition d'un software huissiers/débiteurs défaillants

Estimation de la dépense : € 1.450,00, TVA comprise

Article budgétaire : 104/742-53 du budget extraordinaire de 2011

Date : 31 mars 2011

Objet : Propreté publique - Achat d'un châssis porte-benne et montage d'une benne de récupération

Estimation de la dépense : € 17.350,00, TVA comprise

Article budgétaire : 875/74311-53 du budget extraordinaire de 2011

Date : 7 avril 2011

Objet : Eglise Saint-Antoine de Padoue - Etude et suivi de la rénovation du gable en façade avant

Estimation de la dépense : € 15.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 790/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 7 avril 2011

Objet : Centre des sports d'Etterbeek - Remplacement du tapis de sol de la salle d'escrime

Estimation de la dépense : € 35.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 764/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 7 avril 2011

Objet : Prégardiennat Le Chalet - Rénovation des sanitaires et de la salle de bains, mise en conformité des balustrades, fourniture et pose de meubles

Estimation de la dépense : € 47.500,00, TVA comprise

Article budgétaire : 844/74211-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 28 avril 2011

Objet : Fêtes et manifestations - Fourniture, placement et raccordement d'un coffret électrique pour le marché de la rue Gray

Estimation de la dépense : € 5.686,52, TVA comprise
Article budgétaire : 763/74411-51 du budget extraordinaire de 2011

Date : 28 avril 2011
Objet : Ecole du Paradis des Enfants - Remplacement du revêtement de sol au 3^{ème} étage de l'aile primaire
Estimation de la dépense : € 35.000,00, TVA comprise
Article budgétaire : 722/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 28 avril 2011
Objet : Parcs et plantations - Aménagement d'une roseraie dans le parc Keith Haring - Achat de bois
Estimation de la dépense : € 2.810,00, TVA comprise
Article budgétaire : 766/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 28 avril 2011
Objet : Institut Ernest Richard I - Rénovation des vestiaires
Estimation de la dépense : € 27.000,00, TVA comprise
Article budgétaire : 735/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 28 avril 2011
Objet : Garage communal - Acquisition d'un mini-bus
Estimation de la dépense : € 33.000,00, TVA comprise
Article budgétaire : 136/74311-53 du budget extraordinaire de 2011

Date : 28 avril 2011
Objet : Stationnement payant - Acquisition d'un software cartes riverains
Estimation de la dépense : € 6.195,20, TVA comprise
Article budgétaire : 104/74211-53 du budget extraordinaire de 2011

Date : 28 avril 2011
Objet : Etude pour le réaménagement et l'extension de la cuisine du home Beauport - Architecture
Estimation de la dépense : € 26.600,00, TVA comprise
Article budgétaire : 124/74711-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 28 avril 2011
Objet : Etude pour le réaménagement et l'extension de la cuisine du home Beauport - Stabilité
Estimation de la dépense : € 17.128,00, TVA comprise
Article budgétaire : 124/74711-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 28 avril 2011
Objet : Etude pour le réaménagement et l'extension de la cuisine du home Beauport - Techniques spéciales
Estimation de la dépense : € 12.221,00, TVA comprise
Article budgétaire : 124/74711-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 28 avril 2011
Objet : Etude pour le réaménagement et l'extension de la cuisine du home Beauport - Coordination sécurité
Estimation de la dépense : € 2.926,00, TVA comprise
Article budgétaire : 124/74711-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 5 mai 2011
Objet : Propreté publique - Remise en état de la cuve de la cureuse
Estimation de la dépense : € 19.164,14, TVA comprise
Article budgétaire : 875/74511-53 du budget extraordinaire de 2011

Date : 12 mai 2011
Objet : CESE Ernest Richard II - Complémentation du système de vidéo-surveillance
Estimation de la dépense : € 5.100,00, TVA comprise
Article budgétaire : 735/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 12 mai 2011
Objet : Stade communal Guy Thys - Etanchéisation des gradins

Estimation de la dépense : € 25.000,00, TVA comprise
Article budgétaire : 764/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 12 mai 2011

Objet : Centre des sports - Etude dans le cadre d'un projet de réhabilitation énergétique

Estimation de la dépense : € 30.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 764/74711-60 du budget extraordinaire de 2011

Date : 12 mai 2011

Objet : CESE Ernest Richard - Achat de matériel (banc d'essai - rectifieuses culasse, disques et tambours, tensiomètres, câbles, scie + accessoires, matériel de robotique) - N.B. : subside communauté française de € 29.676,00

Estimation de la dépense : € 78.191,00, TVA comprise

Article budgétaire : 735/74411-51 du budget extraordinaire de 2011

Date : 12 mai 2011

Objet : Centre des sports - Placement d'un système de climatisation dans la salle de fitness

Estimation de la dépense : € 30.000,00, TVA comprise

Article budgétaire : 764/72411-60 du budget extraordinaire de 2011

DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2 – 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 67.000,00, B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissing werd genomen door het College van Burgemeester en Schepenen:

Datum: 31 maart 2011

Onderwerp: School Claire-Joie - Vernieuwing van het rustlokaal

Raming van de uitgave: € 15.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 790/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 31 maart 2011

Onderwerp: School Colombe de la Paix - Realisatie van sanitair op de 1^{ste} verdieping

Raming van de uitgave: € 9.100,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 31 maart 2011

Onderwerp: Diverse scholen van het lager onderwijs - Levering en plaatsing van grote spoelbakken

Raming van de uitgave: € 14.500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 31 maart 2011

Onderwerp: Diverse scholen van het kleuteronderwijs - Renovatie van de toiletten

Raming van de uitgave: € 11.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 31 maart 2011

Onderwerp: School Les Marronniers - Levering, plaatsing en aansluiting van een professionele friteuse, een werkvlak en een dampkap

Raming van de uitgave: € 7.500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/74411-51 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 31 maart 2011

Onderwerp: Betalend parkeren - Aankoop van een deurwaarders/ onbetrouwbare schuldenaars software

Raming van de uitgave: € 1.450,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/742-53 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 31 maart 2011

Onderwerp: Openbare netheid - Aankoop van een chassis voor laadbak en plaatsen van een recuperatiebak

Raming van de uitgave: € 17.350,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 875/74311-53 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 7 april 2011

Onderwerp: Sint-Antonius van Paduakerk - Studie en follow-up van de renovatie van de voorgevelspits

Raming van de uitgave: € 15.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 790/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 7 april 2011

Onderwerp: Sportcentrum van Etterbeek - Vervangen van het grondtapijt van de schermzaal

Raming van de uitgave: € 35.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 764/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 7 april 2011

Onderwerp: Kinderkribbe Le Chalet - Renovatie van het sanitair en de badkamer, in conformiteit brengen van de balustrades, levering en plaatsing van meubels

Raming van de uitgave: € 47.500,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 844/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 28 april 2011

Onderwerp: Feesten en manifestaties - Levering, plaatsing en aansluiting van een elektrische koffer voor de markt in de Graystraat

Raming van de uitgave: € 5.868,52,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 763/74411-51 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 28 april 2011

Onderwerp: School Paradis des Enfants - Vervangen van de vloerbekleding op de 3^{de} verdieping de vleugel van de lagere school

Raming van de uitgave: € 35.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 722/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 28 april 2011

Onderwerp: Parken en beplantingen - Inrichting van een rozengaard in het Keith Haringpark - Aankoop van hout

Raming van de uitgave: € 2.810,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 766/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 28 april 2011

Onderwerp: Instituut Ernest Richard I - Renovatie van de vestiaires

Raming van de uitgave: € 27.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 735/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 28 april 2011

Onderwerp: Gemeentelijke garage - Aankoop van een minibus

Raming van de uitgave: € 33.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 136/74311-53 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 28 april 2011

Onderwerp: Betalend parkeren - Aankoop van een inwonerskaart software

Raming van de uitgave: € 6195,20 BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 104/74211-53 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 28 april 2011

Onderwerp: Studie voor de herinrichting en uitbreiding van de keuken van het rusthuis Beauport - Architectuur

Raming van de uitgave: € 26.600,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/74711-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 28 april 2011

Onderwerp: Studie voor de herinrichting en uitbreiding van de keuken van het rusthuis Beauport - Stabiliteit

Raming van de uitgave: € 17.128,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/74711-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 28 april 2011

Onderwerp: Studie voor de herinrichting en uitbreiding van de keuken van het rusthuis Beauport - Bijzondere technieken

Raming van de uitgave: € 12.221,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/74711-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 28 april 2011

Onderwerp: Studie voor de herinrichting en uitbreiding van de keuken van het rusthuis Beauport - Veiligheidscoördinatie

Raming van de uitgave: € 2.926,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 124/74711-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 5 mei 2011

Onderwerp: Openbare netheid - In orde brengen van het van de kuip van ruimer

Raming van de uitgave: € 19.164,14, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 875/74511-53 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 12 mei 2011

Onderwerp: CESE Ernest Richard II - Vervolledigen van het videobewakingsstelsel

Raming van de uitgave: € 5.100,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 735/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 12 mei 2011

Onderwerp: Gemeentelijk stadion Guy Thys - Waterdichting van de rij banken (tribunes)

Raming van de uitgave: € 25.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 764/74211-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 12 mei 2011

Onderwerp: Sportcentrum - Studie in het kader van een energetisch saneringsproject

Raming van de uitgave: € 30.000,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 764/74711-60 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 12 mei 2011

Onderwerp: CESE Ernest Richard - Aankoop van materiaal (proefbank - fijnslijpmachines cilinderkoppen, schijven en trommels, drukmeters, kabels, zaag + accessoires, roboticamateriaal) - N.B.: subsidie Franse gemeenschap van € 29.676,00

Raming van de uitgave: € 78.191,00, BTW inbegrepen

Begrotingsartikel: 735/74411-51 van de buitengewone begroting van 2011

Datum: 12 mei 2011

Onderwerp: Sportcentrum - Plaatsing van een airconditioningssysteem in de fitnesszaal

Raming van de uitgave: € 30.000,00, BTW inbegrepen
 Begrotingsartikel: 764/72411-60 van de buitengewone begroting van 2011

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

(20) Enseignement communal - Reconduction de la convention entre la Commune d'Etterbeek et la Région de Bruxelles Capitale - Projet de lutte contre l'absentéisme scolaire "Dispositif Accrochage Scolaire".

Gemeentelijk onderwijs - Voorzetting van de overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeeken het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Project voor de strijd tegen absenteïsme op school "Programma Schoolverzuim".

*À l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
 Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil Communal,

Considérant que la Région de Bruxelles – Capitale a décidé de mettre à la disposition des dix-neuf communes bruxelloises de nouveaux moyens financiers dans la lutte contre le décrochage scolaire ;

Considérant que ces actions s'adressent à l'ensemble des différents réseaux d'enseignement ;

Considérant que la Région de Bruxelles – Capitale a chargé la commune d'Etterbeek d'héberger la cellule du « Dispositif Accrochage scolaire » (D.A.S.) selon le modèle initié par les fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés ;

Considérant que le « Dispositif Accrochage scolaire » est composé d'une experte-coordinatrice et d'une secrétaire ;

Considérant que les traitements de ces personnes et les frais de fonctionnement sont pris en charge par la Région de Bruxelles – Capitale à raison de 137.000 € ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

De marquer son accord sur la reconduction de la convention relative à la cellule « Dispositif Accrochage scolaire » sur le territoire de la commune d'Etterbeek, pour une période d'un an, prenant cours le 1^{er} mars 2011 pour se terminer le 29 février 2012, sachant que :

- * l'expert coordinatrice désignée, est Madame Pascale LABIAU
- * la secrétaire désignée, à temps plein, est Madame Carole BUSCAIN.

CONVENTION

ENTRE

la **RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

représentée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement, Charles PICQUÉ ;

ci-après dénommée "la Région"

ET

La commune d'«commune»

représentée par le Bourgmestre , «bourgmestres»,
et le secrétaire communal, «secrétaire_communal»;

ci-après dénommée "le bénéficiaire"

IL EST DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de «subvention_100» € conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 mars 2011 visant à permettre la prise en charge des frais de la cellule de coordination du Dispositif d'Accrochage Scolaire des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour les différents réseaux d'enseignement

La mission de la cellule consiste en la sensibilisation des diverses autorités, institutions et associations pouvant contribuer à la lutte contre l'absentéisme scolaire. soutenir, coordonner et accompagner les différentes actions entreprises en la matière.

Ainsi la cellule sera-t-elle chargée de :

Assurer l'interface

Soutenir ou initier les concertations communales relatives à la problématiques de l'absentéisme scolaire dans toutes ses dimensions ; en assurer l'animation.

Mettre en place toute forme de concertation et de synergie entre les médiateurs du Décret de discrimination positive et les autres médiateurs scolaires bruxellois concernés par cette problématique.

Favoriser et soutenir les projets locaux relatifs à la prévention contre le décrochage scolaire .

Assurer ou organiser l'information utile en la matière, notamment en réalisant un inventaire des ressources des partenaires locaux, diffuser et mettre à jour régulièrement.

Entretenir la collaboration avec la section famille du Parquet de Bruxelles

Susciter la création de groupes de réflexion et une dynamique d'action au niveau intercommunal.

Rédiger un rapport annuel d'évaluation des actions mises en place.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

Le montant de 137.000 euros destiné à couvrir les frais de personnel et les frais de fonctionnement de la cellule de coordination du Dispositif d'Accrochage Scolaire.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, l'autorité subsidiante peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

Article 2 : Durée

La convention porte sur la période du 1^{er} mars 2011 au 29 février 2012

Les dépenses doivent être effectuées entre le 1^{er} mars 2011 au 29 février 2012.

Article 3 : Contrôle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, *fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes*, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en

ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subsides octroyés

Article 4 : Modalités de liquidation

La subvention de «subvention_100» € représente des frais de vacations et les frais de fonctionnement de la cellule de coordination des projets du Dispositif Accrochage Scolaire et sera liquidée en deux tranches :

une première tranche de 82.000,00 € (soit 60 % du subside) sera libérée, après signature de la présente convention, et contre remise d'une déclaration de créance introduite pour le 15 avril 2011 au plus tard;

le solde sera liquidé après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisée la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans le délai de 15 jours à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

La Commune s'engage en outre à faire parvenir à l'Administration des Pouvoirs locaux une copie conforme de la délibération portant approbation de la présente convention par le conseil communal.

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 5 : Pièces à fournir lors de la demande de paiement

La demande de paiement se fait sous la forme d'une « déclaration de créance » dont l'original est adressé à la Région de Bruxelles-Capitale, Direction de la Comptabilité, CCN, Rue du Progrès 80, 8^{ème} étage à 1035 Bruxelles.

Cette déclaration doit mentionner impérativement les éléments suivants :

- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement (pour le solde, le montant final octroyé) ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'Administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Article 6 : Liste et présentation des pièces justificatives

Les pièces justificatives doivent être introduites au plus tard pour le 30 AVRIL 2012 au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs Locaux, Direction des Initiatives Spécifiques, à l'attention de monsieur Michel Van der Stichele, Directeur général, boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité .

Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci dessus.

Liste des pièces justificatives :

A ; Les frais de personnel

La rémunération d'un expert coordinateur

Un équivalent temps plein secrétariat

B. Les frais d'action

Les frais afférents aux moyens d'action doivent être repris dans un tableau récapitulatif mentionnant de façon chronologique les différentes dépenses qui ont lieu durant la période du 1^{er} mars 2011 au 29 février 2012 ce tableau se terminera par un total et sera daté et signé par une personne habilitée à engager le bénéficiaire

Ces frais comprennent :

◇ Frais d'achats de petit matériel et d'équipements (à l'exception du matériel informatique)

◇ Frais de déplacements et droits d'entrée

Tous les frais afférents aux moyens de fonctionnement doivent être repris dans un tableau récapitulatif mentionnant, de façon chronologique et numérotée, les différentes dépenses qui doivent avoir lieu durant la période allant du 1^{er} septembre 2010 au 30 juin 2011. Le tableau récapitulatif se terminera par un total et sera daté et signé par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Pour chaque dépense, une copie de la facture ou ticket de caisse lisible doit être fournie. Une preuve de paiement sera également jointe et la date de facturation doit correspondre à la période du subside à savoir du 1^{er} mars 2011 au 29 février 2012.

Lorsqu'une dépense est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidants, la ventilation entre pouvoirs subsidants sera également reprise.

Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

Article 7 : Réclamations

Si après contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le bénéficiaire recevra une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 15 jours, une déclaration de créance de ce montant. A compter de la réception de la lettre, le bénéficiaire dispose d'un délai d'un mois calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens de défense du bénéficiaire.

Article 8 : Litiges

Toute contestation ou litige relatif à la présente convention sera soumis aux Tribunaux de Bruxelles, seuls compétents.

Article 9 : Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale
Administration des Pouvoirs locaux
Direction des Initiatives Spécifiques
A l'attention de monsieur Michel Van der Stichele, Directeur général
City Center – 1^{er} étage
Boulevard du Jardin Botanique, 20
1035 Bruxelles

2. Pour le Bénéficiaire

Au collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'«commune»

Copie de la présente délibération sera adressée aux Ministres de la Communauté Française, à M. le Ministre – Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles– Capitale, au service de l'enseignement et aux intéressées

De Gemeenteraad

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beslist heeft om in strijd tegen het schoolverzuim nieuwe financiële middelen ter beschikking te stellen van de 19 Brusselse gemeentes ;

Aangezien deze acties bestemd zijn voor alle onderwijsnetten ;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de gemeente Etterbeek de opdracht gegeven heeft de cel "Programma Schoolverzuim" te herbergen en dit volgens de richtlijnen van de impulsfondsen in de politiek van de migranten ;

Overwegende dat de cel "Programma Schoolverzuim" samengesteld is uit een expert coördinatrice en een secretaresse ;

Gezien dat de lonen van dit personeel en de werkingskosten ervan ten laste zijn van het Brussels Gewest ten bedrage van 137.000 € ;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

Zijn goedkeuring te geven voor de verlenging van de overeenkomst betreffende de cel “Programma Schoolverzuim” op het grondgebied van Etterbeek voor één jaar vanaf 1 maart 2011 tot en met 29 februari 2012, wetende dat :

de aangestelde coördinatrice Mevrouw Pascale LABIAU is
de voltijdse secretaresse Mevrouw Carole BUSCAIN is..

OVEREENKOMST

TUSSEN

het **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

vertegenwoordigd door de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, Charles PICQUÉ;

hierna “het Gewest” genoemd

EN

de gemeente Etterbeek

vertegenwoordigd door de burgemeester, de heer Vincent De Wolf, en de gemeentesecretaris, de heer Christian Debaty;

hierna “de begunstigde” genoemd

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN

Artikel 1: Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 137.000,00 euro ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 maart 2011 met het oog het ten laste nemen van de kosten van de cel coördinatie van het Programma Preventie Schoolverzuim van de verschillende onderwijsnetten van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De opdracht van de cel Programma Preventie Schoolverzuim bestaat erin, de verschillende overheden, instellingen en verenigingen die een bijdrage kunnen leveren aan de strijd tegen het schoolverzuim te sensibiliseren en de verschillende acties op dat gebied te ondersteunen, coördineren en begeleiden.

De cel wordt dan ook belast met het volgende:

De interface tussen de acties van de regering en de actoren op het terrein waarborgen.

Het gemeentelijk overleg over schoolmoedheid in al haar vormen inleiden of ondersteunen en de drijvende kracht achter dit overleg vormen .

Allerlei vormen van overleg en samenwerking tot stand brengen tussen de bemiddelaars het Decreet inzake positieve discriminatie en de andere Brusselse schoolbemiddelaars die zich met deze problematiekinlaten.

De plaatselijke projecten omtrent de preventie van schoolverzuim bevorderen en ondersteunen.

De nuttige inlichtingen ter zake waarborgen en organiseren, meer bepaald door een inventaris op te maken van de hulpbronnen van de plaatselijke partners, zorgen voor verspreiding en een regelmatige update.

De samenwerking met de afdeling familiezaken van het parket van Brussel onderhouden.

De oprichting van denkgroepen bevorderen en een actiedynamiek op intergemeentelijk niveau opzetten.

Een jaarverslag opstellen met een evaluatie van de opgezette initiatieven.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan in geen geval gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

Het bedrag van 137.000,00 euro is bestemd om de kosten voor de prestaties (lesperiodes) van hulp personeel en de werkingskosten te dekken van de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim.

Bij niet-naleving van een of meerdere bepalingen van de overeenkomst kan de subsidiërende overheid beslissen de subsidie te verminderen, op te heffen of geheel of gedeeltelijk terug te vorderen.

Artikel 2: Duur

Deze overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 maart 2011 tot 29 februari 2012.
De uitgaven moeten uitgevoerd worden tussen 1 maart 2011 tot 29 februari 2012.

Artikel 3: Controle van de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder *in extenso* weergegeven:

Art 92: Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 (wet tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof) moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93: Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94: Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95: Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Er moet tevens aan herinnerd worden dat het Rekenhof het recht heeft controle uit te oefenen op de aanwending van de toegekende subsidies.

Artikel 4: Regels voor de uitbetaling

De subsidie van 137.000,00 euro heeft betrekking op de kosten voor de prestaties van hulppersoneel en werkingskosten die verband houden met de projecten en zal uitbetaald worden in twee schijven:

Een eerste schijf van 82.200,00 euro (dat is 60% van de subsidie), tegen afgifte van een schuldvordering die ten laatste voor de 15 April 2011 moet worden ingediend

Het saldo zal uitbetaald worden na ontvangst en analyse van de bewijsstukken. Zodra de controle van deze stukken is afgerond, zal de begunstigde door de bevoegde ordonnateur worden verzocht binnen de 15 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de uitnodiging een schuldvordering over te maken met vermelding van het eindbedrag dat hem toegekend is op grond van de controle.

De Gemeente verbindt er zich bovendien toe, binnen de 15 dagen nadat ze die ontvangen heeft, de bedragen van het voorschot en het saldo, bestemd voor de scholen en rechthebbenden, over te schrijven. Daarnaast verbindt de gemeente zich ertoe een kopie van deze overschrijving op de rekening van de begunstigden naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven te versturen zodra die heeft plaatsgevonden en ten laatste dertig dagen na ontvangst van het geld.

Artikel 5: Bij de betalingsaanvraag te bezorgen stukken

De betalingsaanvraag dient te gebeuren in de vorm van een "schuldvordering" waarvan het origineel gericht moet worden aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, directie Comptabiliteit, CCN, Vooruitgangstraat 80, 8ste verdieping, 1035 Brussel.

Deze schuldvordering moet verplicht de volgende elementen vermelden:

de betalingsreden;
het gevraagde te betalen bedrag (voor het saldo: het toegekende eindbedrag);
het visumnummer voor de vastlegging, verstrekt door de administratie;
het nummer van de bankrekening waarop het bedrag moet worden gestort.

Bovendien moet deze schuldvordering opgesteld worden op papier met briefhoofd, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden.

Artikel 6: Lijst en voorlegging van de verantwoordingsstukken

§1 De begunstigde moet de bewijsstukken uiterlijk tegen 30 april 2012 bezorgen aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven, ter attentie van de heer Michel Van der Stichele, Directeur-generaal, Kruidtuinlaan 20, 1035 Brussel.

De begunstigde moet ervoor zorgen dat het dossier volledig en in één keer wordt ingediend.
Geen enkel bijkomend stuk zal aanvaard worden na de hierbovenvermelde datum.

Lijst van de verantwoordingsstukken:

A. Personeelkosten :

- de bezoldiging van een expert(e) – coördinator(trice)
- een voltijds secretariaat.

B. werkingskosten

Voor de actiekosten, per project

De kosten met betrekking tot de actiemiddelen (maximaal 4% van het bedrag van de prestaties indien ze zijn toegestaan) moeten opgenomen worden in een overzichtstabel die de verschillende uitgaven vermeldt die plaatsvonden in de periode van 1 maart 2011 tot 29 februari 2012. Deze tabel moet afgesloten worden met een totaal en moet gedateerd en ondertekend worden door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden.

Deze werkingkosten omvatten:

- ◇ huurlasten;
- ◇ Verplaatsingskosten, telefoonkosten, abonnementen.

En betreffen dan ook niet de beheerskosten, de huurlasten, de administratieve kosten, de organisatie van bosklassen, de kosten voor de opleiding van het hulp personeel, ...

Voor elke uitgave moet een leesbare kopie van de factuur of van het kasticket worden verstrekt. Er moet tevens een betalingsbewijs bijgevoegd worden: een reçu, een door de post gevalideerd stortingsformulier,...). Uit de facturen moet duidelijk blijken dat de kosten rechtstreeks verband houden met het doel waarvoor de subsidie wordt toegekend.

De factureringsdatum moet overeenkomen met de subsidieperiode, namelijk van 1 maart 2011 tot 29 februari 2012.

Indien een uitgave gesubsidieerd wordt door meerdere overheden, moet een uitsplitsing volgens subsidiërende overheid mee bezorgd worden.

De controle van deze stukken door de beherende administratieve dienst van het Gewest moet het mogelijk maken uit te maken of de vastgelegde uitgaven werkelijk plaatsvonden voor de verwezenlijking van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

Artikel 7: Bezwaren

Als na de controle van de verantwoordingsstukken het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken lager ligt dan het toegekende subsidiebedrag, dan zal de subsidie maar uitbetaald worden ten belope van de aanvaarde verantwoordingsstukken.

In ieder geval zal de begunstigde na de controle van het verantwoordingsdossier door het Gewest een brief ontvangen waarin het definitief toegekende bedrag wordt bevestigd en waarin de begunstigde verzocht binnen een termijn van 15 kalenderdagen een schuldvordering in te dienen voor dit bedrag. Vanaf de ontvangst van die brief beschikt de begunstigde over 15 kalenderdagen tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de verweermiddelen van de begunstigde.

Artikel 8: Geschillen

Elke betwisting of elk geschil over deze overeenkomst zal voorgelegd worden aan de rechtbanken te Brussel, die daartoe als enige bevoegd zijn.

Artikel 9: Verzending van de documenten

Alle kennisgevingen, mededelingen of aanvragen met betrekking tot deze overeenkomst moeten op geldige wijze door de partijen naar de volgende adressen verzonden worden:

1. Voor het Gewest

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Bestuur Plaatselijke Besturen
Directie Specifieke Initiatieven
Ter attentie van de heer Michel Van der Stichele, Directeur-generaal
City Center – 1ste verdieping
Kruidtuinlaan 20
1035 Brussel

2. Voor de begunstigde

Aan het college van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Etterbeek

Opgesteld te Brussel in twee exemplaren, op

Deze beraadslaging zal worden gestuurd naar de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met de Plaatselijke Besturen, de coördinatrice van het Programma Preventie Schoolverzuim en naar de dienst van ontvangsten

Madame Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK quitte la séance.
Mevrouw Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK verlaat de zitting.

Madame Françoise BERTIEAUX entre en séance
Mevrouw Françoise BERTIEAUX komt de zitting binnen.

**(21) Projet candidature "Métropole Culture 2014".
Candidatuur "Metropole Culture 2014" project,**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'accord de coopération du 26 mars 2009 entre la Communauté Wallonie-Bruxelles et la Commission communautaire française portant création du titre de "Métropole Culture en Communauté Wallonie-Bruxelles" ;

Considérant que, dans ce cadre, la Communauté Wallonie-Bruxelles et la Commission communautaire française désirent coopérer afin de mettre à l'honneur, tous les dix ans, une commune bruxelloise en lui attribuant le titre " Métropole Culture en Communauté Wallonie-Bruxelles » ;

Considérant en effet que ce titre et les moyens qui seront alloués permettront à la commune non seulement de construire un projet culturel structurant dans une démarche participative mais aussi de porter une vision dynamique de leur patrimoine ;

Considérant que les communes bruxelloises contribuent, par leurs richesses culturelles au rayonnement de la Communauté Wallonie-Bruxelles et de Bruxelles ;

Considérant que chacune de ces communes présentent des caractéristiques qui les singularisent ;

Considérant qu'il convient de donner l'occasion à la commune de mettre en évidence et de faire connaître son patrimoine culturel à ses habitants et à un public le plus large possible ;

Considérant que ce titre produirait des effets positifs, y compris à long terme, tant au niveau culturel et économique qu'au niveau de la cohésion de la vie sociale ;

DECIDE

De marquer son accord sur la candidature de la commune pour l'obtention du titre "Métropole Culture 2014 en Communauté Wallonie-Bruxelles".

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil Communal, à Etterbeek, le 30.05.2011.

**(22) Règlement-redevance concernant les prestations techniques du personnel communal -
Renouvellement - Modification
Retributiereglement betreffende de technische prestaties van het gemeentepersoneel - Hernieuwing -
Aanpassing**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 15 octobre 2007 portant règlement-redevance concernant les prestations techniques du personnel communal, devenue exécutoire suivant la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 janvier 2008 ;

Considérant que les services techniques rendus par le personnel communal à la demande expresse de particuliers, d'organismes privés ou publics entraînent des frais pour la commune et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE

Article 1 : Les services techniques rendus par le personnel communal, à la demande expresse de particuliers, d'organismes privés ou publics, à l'occasion de réservations d'emplacements devant servir de parking sur la voie publique, donnent lieu au paiement à la commune des redevances suivantes:

pour le chargement, le transport et le placement aux endroits exigés du matériel de signalisation ad hoc :
€ 40,00

pour l'enlèvement, le transport et le déchargement du matériel après son utilisation sur place : €
40,00

à partir du troisième panneau de signalisation ou autre, placée aux endroits qui s'imposent, par plaque :
€ 4,00

Si la durée d'utilisation du matériel dépasse 1 jour : € 4,00 par panneau et par jour calendrier supplémentaire.

en cas de déménagement le même jour dans la commune, la redevance n'est due qu'une seule fois.

Pour les nouvelles constructions dont le délai d'interdiction de stationner dépasse 3 mois, le paiement de la redevance n'est pas dû pour les weekends, les congés du bâtiment (juillet/août) et de fin d'année.

Pour les réservations de stationnement destinées à des autocars pour une durée de plus d'1 semaine, la redevance est fixée à 2,7 euro par jour et par mètre courant de réservation.

Lorsque les panneaux mobiles sont remplacés par des panneaux fixes, le même règlement reste d'application.

La Commune ne peut être tenue pour responsable en cas de déplacement des panneaux par des tiers.

Article 2 : Les interdictions de stationnement instaurées à la demande expresse de particuliers, d'organismes privés ou publics et nécessitant une signalisation permanente donnent lieu au paiement à la commune d'une redevance de € 15,00 par année et par mètre courant d'interdiction de stationnement.

Ce même tarif est également applicable aux interdictions limitées dans le temps et aucune réduction n'est accordée quelle que soit la date de la mise en vigueur ou de la suppression de l'interdiction.

La redevance est due pour l'année entière aussi longtemps que l'interdiction de stationnement est maintenue à la demande de l'intéressé. Les emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées ne donnent pas lieu au paiement de la redevance.

Article 3 : La redevance est due par la personne ou l'organisme privé ou public qui bénéficie du service tarifé.

La redevance n'est pas due en cas de :

constructions, reconstructions, transformations et agrandissements d'immeubles ou parties d'immeuble faisant partie du domaine public de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Provinces, des Communes, des Centres Publics d'Aide Sociale et des Administrations subordonnées ;
 constructions d'immeubles sous le patronage de la "Société du Logement de la Région Bruxelloise" pour autant que ceux-ci restent dans les limites de l'objet statutaire de ladite société.

Article 4 : Les associations de commerçants reconnues par la Commission Consultative des Classes moyennes et les associations de quartiers bénéficieront pour une activité au choix par an de l'exonération du paiement de la redevance.

Article 5 : Les redevances sont payables au Receveur communal ou à son délégué. Une consignation à titre de garantie pourra être exigée préalablement à la prestation du service demandé.

Article 6 : A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par la voie civile légale.

Article 7 : Le présent règlement-redevance est établi pour une période expirant le 31 décembre 2013.

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 15 oktober 2007 houdende retributiereglement betreffende de technische prestaties van het gemeentepersoneel, uitvoerbaar geworden bij brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 januari 2008;

Aangezien de technische diensten die door het gemeentepersoneel worden verleend op uitdrukkelijk verzoek van particulieren, private of openbare instellingen kosten voor de gemeente met zich meebrengen, en dat het rechtvaardig is die ten laste van de begunstigden te leggen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht aan de gemeenten wordt opgelegd;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

BESLIST

Artikel 1: De technische diensten die door het gemeentepersoneel worden verleend op uitdrukkelijk verzoek van particulieren, private of openbare instellingen bij gelegenheid van reservaties van plaatsen die moeten dienen voor het parkeren op de openbare weg, geven aanleiding tot de betaling van de volgende retributies:

voor het laden, het vervoer en de plaatsing op de aangevraagde plaatsen van het voorgeschreven signalisatiematerieel: € 40,00

voor het wegnemen, het vervoer en het afladen van het materieel dat ter plaatse gebruikt werd: € 40,00

vanaf het derde verkeersbord of ander teken dat op de vereiste plaatsen werd aangebracht, per plaat: € 4,00

Wanneer het gebruik van het materieel 1 dag overschrijdt: € 4,00 per plaat en per bijkomende werkdag.

in geval van verhuis dezelfde dag binnen de gemeente, is de retributie slechts eenmaal verschuldigd.
 Voor de reservatie van parkeerplaatsen ter beschikking van autocars bedraagt de retributive 2,7 Euro per dag voor een periode van meer dan 1 week en dit per lopende meter van reservatie

Voor nieuwbouw waarvoor het parkeerverbod meer dan 3 maanden belooft, is de retributie niet verschuldigd voor de weekends, het bouwverlof (juli/augustus) en eindejaarsverlof.

Hetzelfde reglement blijft van toepassing daar waar de mobiele panelen vervangen worden door vaste.

De Gemeente is niet verantwoordelijk in geval van verplaatsing van de panelen door derden

Artikel 2: Het parkeerverbod ingesteld op uitdrukkelijk verzoek van particulieren, private of openbare instellingen en die een permanente signalisatie noodzakelijk maakt, geeft aanleiding tot de betaling aan de gemeente van een retributie van € 15,00 per jaar en per lopende meter parkeerverbod. Ditzelfde tarief is eveneens van toepassing op het parkeerverbod dat beperkt is in de tijd en geen enkele vermindering wordt toegestaan, welke ook de begindatum of de einddatum van het parkeerverbod ook zij.

De retributie is verschuldigd voor het ganse jaar zolang het parkeerverbod blijft gehandhaafd op verzoek van de belanghebbende. De parkeerplaatsen voorbehouden voor mindervalide personen geeft geen aanleiding tot de betaling van de retributie.

Artikel 3: De retributie is verschuldigd door de persoon of de private of openbare instelling die van de getarifeerde dienst gebruik maakt.

De retributie is niet verschuldigd in geval van:

bouwen, herbouwen, verbouwen en vergroten van gebouwen of gedeelten van gebouwen die deel uitmaken van het openbaar domein van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de Provincies, de Gemeenten, de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn en de ondergeschikte besturen ;
bouwen van de gebouwen onder bescherming van de "Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij" voor zover dit binnen de perken valt van de statuten van deze maatschappij.

Artikel 4: De handelaarverenigingen erkend door de Raadgevende Commissie van Middenstand en de wijkverenigingen zullen voor één activiteit naar keuze per jaar vrijgesteld worden van de betaling van de retributie.

Artikel 5: De retributies worden betaald aan de Gemeenteontvanger of aan zijn afgevaardigde. De consignatie kan voorafgaandelijk als waarborg geëist worden voor de gevraagde dienst.

Artikel 6: Bij gebrek aan minnelijke schikking, zal de invordering geschieden volgens de burgerlijke rechtspleging.

Artikel 7: Onderhavig retributiereglement zal worden toegepast voor een termijn vervallend op 31 december 2013.

(23) Octroi d'une augmentation salariale de 3% aux membres du personnel des niveaux C des communes à partir du 1er janvier 2009 - Intervention régionale - Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2011

Toekenning van een loonsverhoging van 3% vanaf 1 januari 2009 aan de personeelsleden van niveau C van de gemeenten - Gewestelijke toegemoetkoming - Besluit van de Regering van 24 maart 2011

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le conseil communal,

Vu le protocole 2/12 relatif à un accord sectoriel 2007/2008 conclu au sein du Comité C de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que l'accord sectoriel 2007/2008 prévoit l'octroi d'une revalorisation salariale de 3% des barèmes pour les niveaux C à partir du 1^{er} janvier 2009 ;

Considérant que cette revalorisation salariale est de nature à motiver le personnel des pouvoirs locaux pour mener à bien les tâches d'intérêt communal ;

Considérant que les dépenses de personnel sont une charge importante et récurrente ;

Considérant que la situation financière des pouvoirs locaux concernés constitue souvent une entrave à l'octroi de cette revalorisation ;

Considérant que par son arrêté du 24 mars 2011, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé d'une part d'octroyer une subvention spéciale de 2% destinée à couvrir la revalorisation salariale des agents à partir du 1^{er} janvier 2009, tandis que les pouvoirs locaux prendront 1% à leur charge ;

Attendu que conformément aux dispositions de l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation par le conseil communal de la circulaire en annexe ;

DECIDE

d'approuver le texte de la circulaire avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale tel qu'annexée au dossier.

De Gemeenteraad,

Gelet op het protocol 2/12 betreffende een sectoraal akkoord 2007/2008 afgesloten in het Comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het sectoraal akkoord 2007/2008, vanaf 1 januari 2009, voorziet in een loonsverhoging van 3% van de loonschalen voor de personeelsleden van de niveaus C;

Overwegende dat deze opwaardering van de wedden zodanig is dat ze het personeel van de plaatselijke besturen motiveert om zijn taken van gemeentelijk nut te volbrengen;

Overwegende dat de personeelsuitgaven een aanzienlijke en terugkerende uitgave zijn;

Overwegende dat de financiële toestand van de betrokken plaatselijke besturen de toekenning van deze verhoging vaak in de weg staat;

Overwegende dat bij besluit van 24 maart 2011 de Brusselse Hoofdstedelijke Regering enerzijds aan de gemeenten een bijzondere subsidie van 2% wordt toegekend die bestemd is om de kosten te dekken van de loonsverhoging van de personeelsleden vanaf 1 januari 2009. De plaatselijke besturen nemen 1% voor hun rekening;

Overwegende dat in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de bijgevoegde omzendbrief door de gemeenteraad;

BESLIST

de tekst van de omzendbrief met de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zoals bij deze beslissing gevoegd, wordt goedgekeurd.

Voir registre des annexes - Zie register van de bijlagen.

(24) Octroi d'une augmentation salariale de 2% à partir du 1er mars 2007 et de 1% à partir du 1er janvier 2008 aux membres du personnel des niveaux D et E des communes - Intervention régionale - Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2011

Toekenning van een loonsverhoging van 2% vanaf 1 maart 2007 en van 1% vanaf 1 januari 2008 aan de personeelsleden van niveau D en E van de gemeenten - Gewestelijke toegemoetkoming - Besluit van de Regering van 24 maart 2011

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le conseil communal,

Vu le protocole 2/12 relatif à un accord sectoriel 2005/2006 conclu au sein du Comité C de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que l'accord sectoriel 2005/2006 prévoit l'octroi d'une revalorisation salariale de 2% des barèmes pour les niveaux D et E à partir du 1^{er} mars 2007 ;

Considérant que l'accord prévoit également qu'à partir du 1^{er} janvier 2008, une revalorisation complémentaire de 1% des barèmes des niveaux D et E sera financée par les pouvoirs locaux ;

Considérant que cette revalorisation salariale est de nature à motiver le personnel des pouvoirs locaux pour mener à bien les tâches d'intérêt communal ;

Considérant que les dépenses de personnel sont une charge importante et récurrente ;

Considérant que la situation financière des pouvoirs locaux concernés constitue souvent une entrave à l'octroi de cette revalorisation ;

Considérant que par son arrêté du 24 mars 2011, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé d'une part d'octroyer une subvention spéciale de 2% destinée à couvrir la revalorisation salariale des agents à partir du 1^{er} mars 2007 et de continuer à financer 1% de la revalorisation à partir du 1^{er} janvier 2008 d'autre part ;

Attendu que conformément aux dispositions de l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à m'approbation par le conseil communal de la circulaire en annexe ;

DECIDE

d'approuver le texte de la circulaire avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale tel qu'annexée au dossier.

De Gemeenteraad,

Gelet op het protocol 2/12 betreffende een sectoraal akkoord 2005/2006 afgesloten in het Comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het sectoraal akkoord 2005/2006, vanaf 1 maart 2007, voorziet in een loonsverhoging van 2% van de loonschalen voor de personeelsleden van de niveaus D en E;

Overwegende dat het akkoord eveneens bepaalt dat vanaf 1 januari 2008 een aanvullende herwaardering van de loonschalen van de niveaus D en E met 1% gefinancierd zal worden door de plaatselijke besturen;

Overwegende dat deze opwaardering van de wedden zodanig is dat ze het personeel van de plaatselijke besturen motiveert om zijn taken van gemeentelijk nut te volbrengen;

Overwegende dat de personeelsuitgaven een aanzienlijke en terugkerende uitgave zijn;

Overwegende dat de financiële toestand van de betrokken plaatselijke besturen de toekenning van deze verhoging vaak in de weg staat;

Overwegende dat bij besluit van 24 maart 2011 de Brusselse Hoofdstedelijke Regering enerzijds aan de gemeenten een bijzondere subsidie van 2% wordt toegekend die bestemd is om de kosten te dekken van de

loonsverhoging van de personeelsleden vanaf 1 maart 2007 en dat anderzijds vanaf 1 januari 2008 het Gewest 2% van de loonsverhoging blijft financieren;

Overwegende dat in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de bijgevoegde omzendbrief door de gemeenteraad;

BESLIST met éénparigheid van stemmen

de tekst van de omzendbrief met de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zoals bij deze beslissing gevoegd, wordt goedgekeurd.

(25) Octroi d'une augmentation salariale de 2% aux membres du personnel des communes - Intervention régionale - Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2011

Toekenning van een loonsverhoging van 2% aan de personeelsleden van de gemeenten - Gewestelijke tegemoetkoming - Besluit van de Regering van 24 maart 2011

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil,

Vu protocole n°01/2 relatif à un accord sectoriel 2000/2001 conclu au sein du comité C de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que l'accord sectoriel 2000/2001 prévoit l'octroi d'une revalorisation salariale n'excédant pas 2% des barèmes aux membres du personnel des pouvoirs locaux ;

Considérant que cette revalorisation salariale est de nature à motiver le personnel des pouvoirs locaux pour mener à bien les tâches d'intérêt communal ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale souhaite renouveler son soutien aux pouvoirs locaux bruxellois qui ont accordé en 2005 une revalorisation salariale;

Considérant que la situation financière des pouvoirs locaux concernés constitue souvent une entrave à l'octroi de cette revalorisation ;

Considérant par son arrêté du 24 mars 2011 que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroiera une subvention spéciale destinée à couvrir 1% de la charge de la revalorisation salariale ;

Attendu que conformément aux dispositions de l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation par le conseil communal de la circulaire en annexe ;

DECIDE

d'approuver le texte de la circulaire avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale tel qu'annexée au dossier.

De Raad,

Gelet op het protocol nr. 01/2 betreffende een sectoraal akkoord 2000/2001 afgesloten in het comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het sectoraal akkoord 2000/2001 voorziet in een opwaardering van de wedden van ten hoogste 2% van de weddeschalen voor de personeelsleden van de plaatselijke besturen;

Overwegende dat deze opwaardering van de wedden zodanig is dat ze het personeel van de plaatselijke besturen motiveert om zijn taken van gemeentelijk nut te volbrengen;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de Brusselse plaatselijke besturen verder wil ondersteunen voor de in 2005 toegekende loonsverhoging;

Overwegende dat de financiële toestand van de betrokken plaatselijke besturen het doorvoeren van deze opwaardering vaak in de weg staat;

Overwegende dat de Brussels Hoofdstedelijke Regering bij zijn besluit van 24 maart 2011 aan de gemeenten die in 2005 een loonsverhoging toegekend hebben, een speciale subsidie wil toewijzen die bestemd is om 1% van de last van de loonsverhoging te dekken;

Overwegende dat overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de bijgevoegde omzendbrief door de gemeenteraad;

BESLIST

de tekst van de omzendbrief met de Brussels Hoofdstedelijke Regering wordt goedgekeurd zoals bij deze beslissing gevoegd.

(26) Interpellation de Madame Kathy MOTTET relative à l'actualisation du Plan communal. Interpellatie van mevrouw Kathy MOTTET betreffende de bijwerking van het gemeentelijk stratenplan.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met eenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Monsieur le Bourgmestre,

Aujourd'hui je me fais le relais de Pouvoirs Organisateurs d'écoles situées sur le territoire communal. Il y a quelque jours, un représentant de la commune s'est adressé à elles en vue de mettre à jour le plan communal. (comme tous les quatre ans, je crois). Pour figurer sur ce plan, une somme de 600 euro leur est demandée.

Mon groupe et moi-même estimons que cette somme est bien trop élevée pour une école.. Au contraire, cela devrait être gratuit. La commune ne rendrait-elle pas un service bien utile à la population en indiquant toutes les écoles, de tous les réseaux sur ce plan ? En les reprenant toutes sur son site internet (si possible avec un hyperlien) ? et cela d'autant plus que le nouveau décret inscription privilégie la proximité avec le domicile.

En vous remerciant du bon suivi que vous réserverez à la présente, je vous adresse, Monsieur le Bourgmestre, mes sentiments distingués.

Kathy Mottet

Conseillère Communale

Mijnheer de burgemeester,

Hierbij wil ik melding maken van iets wat de inrichtende machten van een aantal scholen op het grondgebied van de gemeente mij verteld hebben. Enkele dagen geleden kregen deze instanties bezoek van een vertegenwoordiger van de gemeente in verband met de bijwerking van het gemeentelijk stratenplan (zoals alle vier jaar denk ik). Om vermeld te worden op dit plan wordt hen een som van 600 euro gevraagd. Mijn fractie en ikzelf zijn van mening dat deze som veel te hoog ligt voor een school. Dit zou zelfs gratis moeten zijn. Zou de gemeente de bevolking geen dienst doen door alle scholen van alle netten op dit plan

aan te duiden ? En door ze te vermelden op haar website (indien mogelijk met een hyperlink) ? Te meer aangezien het nieuwe inschrijvingsdecreet de nadruk legt op de nabijheid met de woonplaats.

Dank bij voorbaat,

Kathy Mottet
Gemeenteraadslid

**(1) Communication - Table ronde de la Santé - Exposé.
Mededeling -Ronde tafel van de gezondheid - Uiteenzetting.**

Voir registre des annexes – Zie register van de bijlagen

*Monsieur André du BUS de WARNAFFE quitte la séance.
De Heer André du BUS de WARNAFFE verlaat de zitting.*

La séance est levée à 21h30.
De zitting wordt gesloten om 21u30.

PAR LE CONSEIL:
NAMENS DE RAAD
Le Secrétaire,
De Secretaris,

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF